

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Jean Girardin 4194-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"			
FRANCE	ÉTRANGER	FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 50 fr.	Un an... 42 fr.	Un an... 50 fr.
Six mois... 21 fr.	Six mois... 25 fr.	Six mois... 21 fr.	Six mois... 25 fr.
Trois mois... 11 fr.	Trois mois... 13 fr.	Trois mois... 11 fr.	Trois mois... 13 fr.
Chèque postal : J. Girardin 4194-98			

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LE QUATRIÈME ÉTAT

Les deux articles que j'ai consacrés à examiner les différentes classes sociales ont subi le sort que je prévoyais. Ils ont été complètement incompris de la part de certains camarades.

Ne bousculez pas les raisonnements traditionnels, ai-je dit ; et c'est vrai pour beaucoup. Leur formation intellectuelle les a habitués à une certaine façon de raisonner, à ressasser les mêmes sempiternels arguments. Et ils s'en tiennent là.

On m'a dit — sans rien apporter comme réfutation aux faits et arguments fournis par moi — que je prenais la même position que les intellectuels ou soi-disant tels qui méprisent le peuple.

Qu'on me permette de consacrer quelques lignes, aujourd'hui, pour dessiller les yeux de ces camarades et leur faire voir que c'est à une position tout opposée que m'a conduit l'étude des différentes couches sociales.

C'est tout d'abord parce que, partisan de l'émancipation du peuple, et surtout de ce qu'on appelle dédaigneusement les basses couches populaires, parce que poursuivant ce que je crois être le principe fondamental du communisme libertaire l'égalité sociale, surtout matérielle et économique que je ne voudrais pas que ce même peuple, ce prolétariat exploité et ravalé au bas de la société, s'illusionne sur la tâche à accomplir, sur le nombre de ses ennemis, leur force, que j'ai tenté d'indiquer sommairement la puissance des éléments sociaux en présence.

Le prolétariat, en lutte pour son émancipation, n'aura pas à combattre que quelques capitalistes, rois ou empereurs de la finance, il aura devant lui des classes nombreuses qui ne veulent pas de l'égalité sociale, qui sauront à l'occasion — comme la bourgeoisie de 1789 — se servir du peuple en révolte, mais qui se dépêcheraient de cueillir les fruits d'un triomphe révolutionnaire, pour eux seuls, rejetant les désertés dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

Qu'on se rappelle, si le prolétariat revendique le même droit au bonheur et au bien-être que ses maîtres, s'il combat pour supprimer l'exploitation et la domination qu'il subit de la part de ces mêmes maîtres, il serait tout à fait illogique et stupide d'admettre que dans son sein même, il y ait des castes, une hiérarchie, un prolétariat supérieur spécialisé, un prolétariat manœuvre inférieur.

L'ouvrier qui gagne 50 francs par jour et trouve tout naturel que le manœuvre qui est avec lui, et peine plus que lui, en gagne la moitié, n'est guère qualifié pour protester parce que son contremaître, son directeur, son patron, ont des traitements ou bénéfices supérieurs aux siens.

Disons-le net : si nous avions des préférences, ce serait pour le plus malheureux, le plus déserté, le moins payé, le paria contemporain.

Celui qui suit les théories simplistes et irréelles du marxisme sur la lutte des classes, qui ne voit d'une part que le capitaliste, et d'autre le prolétaire, a une tendance naturelle à ne plus apercevoir l'infinité complexité des classes sociales, la division et le choc des intérêts et des sentiments, et à ne plus servir la véritable formule de notre idéal, la recherche de l'égalité pour tous.

Capitaliste ou prolétaire ? Hum ! hum ! La formule est bien dangereuse. Je l'ai montrée. Il y a des millions de personnes qui ne sont ni l'un ni l'autre et qui n'en existent pas moins et qui pèsent lourdement dans la balance des événements sociaux.

Il y a des gens qui sont à la fois exploités et exploiters, qui subissent la loi du maître, ce qui ne les empêche pas de vivre plus ou moins largement de l'exploitation qu'ils font peser sur les autres.

C'est en général la situation des classes dites moyennes — dont j'ai dit précédemment la grande importance.

Plusieurs millions de petits patrons agricoles ou industriels, voire d'artisans travaillant seuls d'abord, puis avec un apprenti, puis un ouvrier, puis plusieurs, ayant un unique rêve : devenir de gros exploiters.

Des centaines de milliers de commerçants tirant leurs profits de la tromperie, du mensonge, de la spéculation, et autres moyens, tentant de s'enrichir rapidement sur le dos des consommateurs.

Que voilà une armée sociale non négligeable. Écrasés par les gros, voulant écraser l'ouvrier ou le consommateur sans défense, ils peuvent être avec nous à certains moments, mais — quelques rares exceptions idéalistes — leurs buts n'ont rien de commun avec l'émancipation du peuple et la suppression de toute exploitation ou domination.

Je voudrais attirer tout spécialement l'attention sur l'une de ces classes intermédiaires dont le rôle va grandissant, et qui fait dès maintenant figure de quatrième État, de caste cherchant — même s'il faut pour cela s'appuyer sur le peuple — à devenir la caste dirigeante.

Je veux parler des professionnels intellectuels, des classes dites libérales, des fonctionnaires, et surtout de ceux qui se proclament des techniciens ; en un mot des personnes ayant décroché un ou plusieurs

diplômes quelconques, et qui se croient de ce fait appelés à devenir le « cerveau des nations », le cerveau qui commandera pendant que les bras prolétaires exécuteront.

Cette classe — qui comporte des centaines de milliers de membres — joue à peu près le même rôle que la bourgeoisie avant 1789. Elle est « aux leviers de commande » techniques, juridiques, administratifs, etc. Elle siège et commande dans les tribunaux, les administrations publiques et privées ; les postes, les chemins de fer, les routes ; elle est à la tête des grandes industries : navigation, mines, métallurgie, textile, bâtiment, fondations hospitalières, etc., etc.

Le bourgeois pur manie l'argent ; le technicien ou intellectuel dirige effectivement l'économie sociale.

De même qu'avant 1789, la bourgeoisie était à la tête du commerce, des transports, des industries, avait place prépondérante dans les administrations publiques, et abhorrait le noble, le roi et l'écclesiastique qui prélevait des redevances, s'est alliée au peuple pendant la révolution pour supprimer ces redevances et devenir seule maîtresse des bénéfices, de même l'on peut voir, aujourd'hui, la caste dite intellectuelle et technique maugréer contre l'exploitation capitaliste et bourgeoise, désirer la voir cesser, d'une manière ou d'une autre.

Regardez autour de vous et vous verrez la similitude des situations. Le cadre d'un article ne permet pas un long développement, mais un coup d'oeil suffit pour apercevoir que cette caste, qui ne désire nullement l'affranchissement du peuple, qui ne veut se débarrasser du capitalisme que pour devenir la classe dirigeante suprême, cherche à se rapprocher du peuple, à se mettre à sa tête pour combattre le régime capitaliste.

GEORGES BASTIEN.

Lire la suite en deuxième page

## PROPOS D'UN PARIA

Nous avons eu encore, cette année, de merveilleuses journées nationales de l'aviation.

Avions de commerce, de tourisme, d'acrobatie, se sont dépensés pour la plus grande et la plus belle admiration des foules accourues. Mais, ce qui fit le plus sensation, ce furent les machines à tuer dont le nombre semblait narguer tous les Locarno passés et futurs.

Les « Boches » ou les Anglais, à moins que ce ne soient les Américains ou, surtout, les Italiens, n'ont qu'à bien se tenir. « Nous » avons ce qu'il faut pour leur répondre ou même, au besoin, pour leur parler les premiers.

Quant à l'U.R.S.S. il est inutile d'en causer, puisque, cette année, notre révérend père Florimond n'a pas jugé bon de mobiliser ses ouailles pour une manifestation monstre, à l'instar... Mais n'insistons pas et contentons-nous de supposer que le gouvernement des tortionnaires de Ghezzi est de moins en moins menacé.

Nos aviateurs militaires, donc, se sont surpassés. Le clou de la représentation a été l'attaque d'un village — en carton, rassurez-vous — attaque que tous les journaux ont magnifié en des termes adéquats.

Les organisateurs des « fêtes » de Vincennes auraient pu, pour la circonstance, faire édifier, en carton-pâte, un village ressemblant à un quelconque village : une petite église, et trois maisons à côté, ils ont voulu, au contraire, donner une indication dont se féliciteront sans doute ceux qui vient de visiter le président de la république tardieu.

A quelques semaines de la célébration officielle et en grande pompe du centenaire de la conquête de l'Algérie, après les grandiloquents discours sur le génie civilisateur de la France, après toute la pompage passée aux opprimés et aux oppresseurs, il n'était pas peu piquant de constater que le village supposé ennemi était justement un village arabe.

Il y a là, comme l'écrivait l'hérédé de la rue de Rome, un synchronisme bien suggestif. M. Renaudel, rapporteur du budget de l'aviation, pourrait peut-être, à son retour du congrès socialiste, nous donner quelques explications sur ce sujet.

Quoi qu'il en soit, ces fameuses journées nationales nous indiquent bien que Mussolini n'est pas le seul à penser aux constructions d'engins de meurtre.

L'industrie de guerre s'améliore, se perfectionne continuellement. L'aviation qui devrait être un merveilleux outil de rapprochement entre les différents continents a surtout comme destination d'ancêtre dans le temps le plus bref, le plus possible de leurs habitants.

Et, il n'y aura rien ou pas grand chose à espérer tant que le progrès moral ne sera pas mis à l'unisson du progrès scientifique.

Cela semble pourtant, a priori, bien facile de faire comprendre aux hommes qu'il est stupide de fabriquer les outils de leur propre destruction. Nous savons, nous, qu'il n'y a pas de besoin plus ingrat. Nous n'en persévérons pas moins dans cette tâche qui est la raison d'être de tout anarchiste. — Pierre Mualdès.

## Patrie... Civilisation...

Le député socialiste Marius Moutet a interpellé sur les méthodes par lesquelles le gouvernement prétend maintenir l'ordre et la domination française en Indochine. Et il s'est élevé contre elles.

Il sera trop facile aux interpellés de répondre que ces méthodes ressemblent singulièrement à celles employées dans l'empire voisin des Indes par l'humanité gouvernée par le travailleur. Mais cela n'enlève rien à la beauté ni des uns ni des autres.

En ce qui concerne plus spécialement l'Indochine des journaux aussi peu subversifs que le *Petit Parisien* et le *Matin* ont publié de bien édifiants renseignements. De ces articles on pourrait aisément tirer une petite anthologie suggestive, intitulée, par exemple : « Comment la civilisation occidentale se défend contre les barbares. »

Ici, c'est un village que l'on fait détruire tout entier, innocents et coupables, par les avions bombardiers, parce que quelques rebelles s'y seraient manifestés. Là, c'est un cortège précédé de femmes et d'enfants sur lequel on ouvre le feu, parce que les manifestants portaient des banderoles préconisant le refus de l'impôt et la reprise des terres. Et parce qu'ils avaient poussé des cris menaçants contre un administrateur local.

On reconnaît là le grand principe de la répression préventive, que M. André Tardieu n'a pas plus inventé que le reste, mais qu'il se glorifie de pratiquer, et appliqué sous sa forme la plus radicale : la peine de mort préventive. Recours classique d'ailleurs de tous les gouvernements de toute nuance dans les circonstances difficiles.

Mais il y a eu des révoltes là-bas ? Donc ces gens-là n'ont pas su apprécier leur bonheur d'être gouvernés par la France. Ni les douceurs d'un régime de concussions continuels reconnu par le *Matin* lui-même par exemple, ils ont eu cette sensation étrange que les « grandes idées » dont on glorifiait la France ne devaient pas être réservées à la métropole, que « l'égalité », que le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » dont on avait fait tant de battage, ne pouvaient s'appliquer uniquement aux territoires européens.

Certains réactionnaires se plaignent, avec une apparence de logique, que l'on ait donné à de jeunes Indochinois une éducation « européenne » qui devait les mener aux idées les plus subversives.

Certaines conceptions ne sont pas de bons articles d'exportation quand on veut maintenir certaines races inférieures dans l'obéissance et la soumission. Et la plupart des républicains sont bien près de leur donner raison. Les « grands principes », c'est très bien, mais ce n'est pas fait pour être appliqué à tout le monde.

D'autres, tel cet excellent Moutet, cherchent péniblement un accommodement qui puisse concilier la liberté des indigènes avec les nécessités du colonialisme. Et ils avouent que ce n'est pas très facile, et qu'il est un peu tard pour essayer de le faire.

Les populations asiatiques jusqu'ici dociles échappent de plus en plus à l'emprise des dominateurs européens. Jusqu'où iront leurs mouvements ? Dans quelle mesure se dégageront-ils des influences politiques et nationalistes et tendront-ils vers une véritable émancipation ? En tout cas, les patriotes, les politiciens, les nationalistes, les profiteurs des révolutions passées sont bien mal venus à en faire le procès.

Pour maintenir la puissance de leur « patrie » et de leur « civilisation » sur les indigènes mécontents, ils n'ont qu'une « justification » : la force. Et ils en usent.

Jusqu'à quel point cela leur réussira-t-il ?

## Allons camarade n'hésite plus

Voici les dix brochures que nous enverrons gratuitement pour un abonnement d'un an au *Libertaire* :

Centralisme et Fédéralisme ; Les anarchistes (S. Faure) ; Aux jeunes gens (Kropotkine) ; Comme au temps des tsars ; Ce que veulent les anarchistes (Thonar) ; Les anarchistes et le cas de conscience ; Le salariat (Kropotkine) ; Mon opinion sur la dictature (S. Faure) ; Qu'est-ce qu'un anarchiste (Fabbri) ; Anarchisme et organisation (Malatesta).

Cinq au choix pour un abonnement de six mois.

Au camarade qui est susceptible de s'abonner nous demandons de ne pas attendre plus longtemps pour le faire. Il ne paiera point son journal plus cher qu'en l'achetant au numéro, au contraire ; et il nous procurera des ressources régulières et un bénéfice en nous évitant de passer par des intermédiaires toujours onéreux.

Allons, camarade, abonne-toi vite et prends nos brochures ; si tu les as déjà lues, tu les utiliseras au mieux de la propagande.

## LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Le *Libertaire* a entretenu, la semaine dernière, ses lecteurs, du discours prononcé récemment, à Dijon, par Tardieu et il les a prévenus des mesures que le président actuel du Conseil exprime cyniquement la volonté de prendre, en vue de restreindre encore le terrain des quelques maigres libertés péniblement conquises et dont l'habitude est prise.

Le *Libertaire* a bien fait de souligner cette perfide détermination.

En outre, il y a dans ce discours, qui a la prétention d'être tout un programme, une idée capitale sur laquelle les anarchistes sont appelés, plus que quiconque, à fixer leur attention, à discuter et à se prononcer. Cette idée, c'est celle de la réforme de l'Etat.

M. Tardieu est un « grand bourgeois. » Par sa conduite dans les histoires de la N'Goko-Sangha et de l'Homs-Bagdad (je ne cite que les plus connues) il s'est particulièrement recommandé à la bienveillance des grands brasseurs d'affaires dont il est devenu l'homme de confiance.

Aux « postes de commande » que groupe l'Etat, il personnifie fidèlement les intérêts de cette bande de requins portée au Pouvoir par les grands événements qui, depuis quinze à vingt ans ont bouleversé le monde.

Tardieu constate que, dominé par les forces commerciales, industrielles et financières qui, en toutes circonstances peuvent se lier contre lui et, à l'occasion, ne manquent pas de le faire, l'Etat se trouve débordé et asservi.

Cette constatation, Tardieu l'a certainement faite bien avant qu'il n'en parle ; elle creève trop les yeux pour qu'elle lui ait échappé.

Lorsque le pouvoir gouvernemental était dans les mains de ses adversaires politiques, cet état de choses ne lui déplaisait pas ; au contraire.

Mais, aujourd'hui que c'est lui qui gouverne, il fait mine de découvrir le mal et se proclame résolu à le combattre.

Dans ce but, que propose-t-il ? Il propose de réformer l'Etat, de l'adapter aux conditions politiques et économiques actuelles, de le rajeunir, de le moderniser. Ecoutez-le :

« En face de l'Etat, s'est créé un réseau d'oligarchies d'origines diverses qui, à tout instant, pèsent sur lui pour le détourner de son but propre, au profit d'un conglomérat d'intérêts particuliers. Contre cette pression continue, nos lois et nos mœurs laissent également désarmés le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. »

On exige de l'Etat de plus en plus et on lui obéit de moins en moins. Plus on se sert de lui, moins on le sert. Or, l'Etat démocratique doit être un Etat fort. Et nous voici par là au cœur du problème politique.

L'Etat démocratique doit être un Etat fort parce que son autorité n'est qu'un dépôt à lui confié par tous pour des fins communes ; parce que, muni de ce dépôt qu'il tient de la souveraineté populaire, il est le seul défenseur de ces deux grands représentants de l'intérêt général, qui s'appellent le contribuable et le consommateur et dont la ruine équivaudrait à celle de la nation même.

Jamais cette autorité ne fut plus nécessaire qu'aujourd'hui. La guerre a créé ou aggravé, dans chaque pays, un nombre infini de conflits : conflits entre les régions, entre les classes, entre les professions, entre les diverses catégories d'agents de l'Etat, entre ces agents et l'Etat lui-même. Ces conflits, l'Etat seul est en mesure de les arbitrer, et nous avons la volonté résolue qu'il y réussisse en mettant fin au désordre par des solutions de justice et de raison qui rétablissent une collaboration loyale, confiante et cordiale.

L'Etat seul défenseur du contribuable et du consommateur ; l'Etat seul représentant de l'intérêt général ; l'Etat seul en mesure d'arbitrer les innombrables conflits ; l'Etat seul capable de mettre fin au désordre par des solutions de justice et de raison etc., etc.

Nous connaissons l'antienne et M. Tardieu lui ambitionne de passer pour un homme d'Etat aux vues larges et aux conceptions neuves retard singulièrement.

Il ne comprend rien de rien aux fonctions essentielles, au rôle fondamental, à la mission historique de l'Etat ; et, par ricochet, il ignore tout du milieu social dont, par la force dont il dispose, par l'armée de bureaucrates et fonctionnaires à son service, par les multiples pressions qu'il exerce et les milliards que lui assure l'impôt, l'Etat est et ne peut être que le représentant docile et le défenseur souverain.

Est-il besoin, pour démontrer l'ignorance ou la mauvaise foi de Tardieu, de reprendre et de commenter les énormes balourdises qu'il énumère solennellement ?

Faisons le brièvement : « L'Etat seul défenseur du contribuable et du consommateur ? »

On ne se moque pas du monde plus cyniquement.

Non, mais... voyez-vous l'Etat défendre le contribuable ?

On raconte que certain jour d'orage, Grillebille, pour ne pas être mouillé, eut l'effarante idée de se jeter à l'eau. Le contribuable qui, pour ne pas être dévalisé par le fisc, ou pour l'être moins, recourait à la protection de l'Etat ne ferait qu'imiter cet égaré exemple.

Car, n'est-ce pas l'Etat qui, pour assurer, en dépit du bon sens, les services publics et subvenir aux dépenses folles que nécessite

son agencement, gruge, presse et dépouille le contribuable en lui faisant suer les cinquante et quelques milliards qui s'engouffrent chaque année dans les caisses gouvernementales ?

Et voyez-vous l'Etat prendre en main les intérêts du consommateur contre le vol organisé par cette tourbe d'agresseurs et de flibustiers ; négociants en gros, moyens commerçants et petits boutiquiers dont tous les efforts tendent à s'enrichir beaucoup et rapidement et n'y parviennent que dans la mesure où ils exploitent le consommateur ?

N'est-il pas, au contraire, avéré que c'est sous l'égide de la loi et avec la complicité intéressée de l'Etat que les mercantis escroquent le consommateur en toute sécurité ?

« L'Etat, seul représentant de l'intérêt général ? » Sachez, M. Tardieu, que dans une Société composée de privilégiés et de désertés, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'intérêt général.

L'intérêt du gouvernement ne peut pas être celui du gouverné ; l'intérêt du vendeur ne peut pas être conforme à celui de l'acheteur.

Tous ces intérêts sont rivaux et leur irréductible opposition proscrire toute possibilité d'intérêt général.

« L'Etat seul en mesure d'arbitrer les conflits ? »

Il serait plus qu'étrange que le soin d'arbitrer les conflits fut confié à celui qui en serait le provocateur. C'est pourtant cette étrange idée que propose Tardieu.

Sur le fumier social, naissent et pullulent spontanément d'innombrables conflits (conflits entre les régions, entre les classes, entre les professions, entre les membres d'une même profession, entre les diverses catégories d'agents de l'Etat, entre ces agents et l'Etat lui-même ; je cite textuellement) et c'est l'Etat — l'Etat qui serait, ainsi, à la fois juge et partie — qui trancherait les différends, qui dissiperait les malentendus, qui serait appelé à mettre fin aux querelles, qui concilierait les intérêts contradictoires ?

Il y a tout un monde qui vit de ces incessants conflits et qui ne vit que de cela. M. Tardieu va-t-il enlever à ces gens là le pain de la bouche ? Il existe, dans la machine étatique une foule considérable d'individus : policiers, gardes-chiourmes, magistrats et soldats, dont l'unique fonction consiste à susciter des conflits ou à intervenir dans ceux que le dualisme des intérêts engendre fatalement.

M. Tardieu rêve-t-il de licencier ces serviteurs de l'Etat et de les remplacer par d'autres qui cesseraient d'être attachés à la police, ou à la magistrature ou à l'armée, pour être versés dans « les Services de l'Arbitrage » ?

De quelle pâte seront faits ces fonctionnaires de l'Arbitrage ? Seront-ils d'autre farine que les magistrats actuels ?

Le voudraient-ils sincèrement, leur serait-il possible de donner aux conflits qu'ils auraient à arbitrer des solutions de justice et de raison ?

Ces solutions ne pourraient être que l'application à des conflits particuliers d'un esprit de justice et de raison qui ne peut trouver place dans une organisation sociale aussi inique que déraisonnable.

J'ai peine à croire que M. Tardieu ait parlé sérieusement. Il est assez intelligent pour se rendre compte que la réforme de l'Etat est une impossibilité.

L'Etat est ce qu'il est et il ne peut être réformé.

Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, tous les théoriciens anarchistes sont d'accord sur la nécessité de l'abolir.

« L'Etat dit Malatesta, c'est cet ensemble d'institutions politiques, législatives, judiciaires, militaires, financières, etc. par lesquelles on soustrait au peuple la gestion de ses propres affaires, la direction de sa propre conduite, le soin de sa propre sécurité, pour les confier à quelques-uns qui, usurpation ou délégation, se trouvent investis du droit de faire des lois sur tout et pour tous, de contraindre le peuple à s'y conformer et se servent à cet effet de la force de tous. » (Malatesta) : L'Anarchie, page 8 ; édition du *Libertaire*.

Voilà ce qu'est l'Etat ; il ne peut pas être autre chose.

Le réformer, le transformer n'est pas possible ; le supprimer est nécessaire.

SEBASTIEN FAURE.

## NOTRE MEETING

Il aura lieu le vendredi 27 courant, salle des Sociétés Savantes. Nous demandons à nos lecteurs de la région parisienne d'en prendre bonne note et d'y venir tous.

De nombreux militants anarchistes y prendront la parole ; entre autres notre ami Sébastien Faure.

Nos orateurs indiqueront, à ce meeting, la pensée des anarchistes face à la guerre qui vient. S'il se trouve des compagnons qui ne soient point d'accord avec nous là-dessus, leur devoir est de venir nous contredire ; car c'est avant la guerre qu'il faut indiquer l'attitude que l'on aura pendant la guerre, ne serait-ce que pour éviter des surprises semblables à celle de 1914.



## FAITS ET DOCUMENTS

Voilà près de deux mois que la Chambre Patronale syndicale du Bâtiment a déclaré le lock-out.

Les origines de ce conflit sont semblables à celles d'autres conflits passés ou à venir; les ouvriers maçons lyonnais demandaient des augmentations de salaires. Pour faire échec au mouvement gréviste qui se dessinait les patrons décidèrent le lock-out, espérant de cette façon tuer dans l'œuf, toute velléité de revendications.

En la circonstance les patrons se sont grossièrement trompés. Lorsque les travailleurs sont unis et qu'ils se dressent unanimement contre leurs maîtres, ils ont de grandes chances de vaincre. Leur volonté raisonnée, calculée, s'opposant au « je veux » du patron doit remporter la victoire.

Pour être victorieuse une grève ne doit pas être forcément violente. Le refus individuel et collectif est une forme de lutte contre laquelle la violence organisée vient se heurter sans succès; l'on assomera des foules, jamais on ne pourra les contraindre au travail et les travailleurs qui persévèrent dans une attitude — que d'aucuns qualifient de passive, l'inertie pour eux n'étant pas une force révolutionnaire — auront forcément la victoire qui n'est en la circonstance qu'une question de semaines, de jours peut-être.

La grève des maçons lyonnais, engagée comme elle l'est, doit aboutir. Nous le croyons parce que les méthodes employées dans cette circonstance, sont les seules capables de donner des résultats qui, maintenant, ne sauraient tarder. Dès la fermeture des chantiers le comité de grève s'est organisé de telle sorte que la lassitude ne vienne pas des ouvriers. Il a organisé l'exode de tous ceux qui pouvaient quitter Lyon sans dommage; c'était déjà être soulagé de nombreuses centaines de lock-outés qui purent trouver du travail dans d'autres régions. Ainsi 1.800 compagnons ou aides ont quitté Lyon, quelques centaines ont trouvé du travail dans la banlieue ou dans les environs. En outre, nombre de compagnons ont provisoirement changé de profession ce qui soulage d'autant le comité de grève.

Comme certains patrons ont accepté les demandes d'augmentation, le lock-out ne porte que sur les entreprises réfractaires à toutes augmentations. Il en résulte que l'aide matérielle apportée par ceux qui travaillent au Comité de Grève permet à celui-ci d'envisager avec sérénité la continuation. D'après *L'Effort* (1) le lock-out coûte environ 50.000 francs par semaine au cartel ouvrier et jusqu'au 24 mai il avait été dépensé 30.000 francs pour frais de chemin de fer afin de faciliter l'exode; on voit grâce à ces chiffres l'importance de ce mouvement.

Nous croyons, disons-nous, à la victoire des ouvriers maçons lyonnais pour deux raisons: la première c'est que la Chambre Syndicale Patronale, n'est pas homogène, car elle a dans son sein des patrons moins égoïstes ou plus intelligents et qui comprennent le bien-fondé de la revendication ouvrière puisqu'ils y ont accédé; et parce qu'ils n'ont pas voulu se prêter à un lock-out général de tout le Bâtiment comme le demandaient les patrons maçons, afin de réduire la résistance ouvrière. Ce lock-out n'aurait pas eu l'opinion publique, le résultat en aurait donc été assez aléatoire. La deuxième raison c'est que le Syndicat des Maçons de Lyon n'est inféodé à aucun parti politique et que l'élément communiste y est en fait inexistant; syndicat autonome dont la seule action est orientée vers la revendication matérielle, il ignore les luttes intestines qui existent dans les organisations où dominent les chicanes politiques.

Malgré les chances qu'ils ont pour eux, la solidarité des travailleurs du pays doit s'exercer en leur faveur. Nous sommes tous intéressés à leur victoire, car leur défaite augmenterait le mépris et l'égoïsme des patrons à l'égard de tous les travailleurs; et il est bien, il est nécessaire que le Syndicat Patronal Lyonnais trouve devant lui une force, une volonté supérieure, qui le ramène au sens de la plus élémentaire équité.

Nous avons ici parlé de chômage, de crise économique. Lorsque l'on lit les bilans des sociétés financières, banques ou industrielles, l'on est frappé du caractère général de la crise. Toutes sont en baisse. Le caout-

(1) Journal de Lyon, fondé par le Syndicat des Maçons.

chouc, la métallurgie (mines de fer, de cuivre, etc.), le pétrole, les charbonnages, les banques sont en baisse; et dans des proportions parfois importantes. Le travailleur de l'usine qui n'est pas touchée par le chômage n'attachera pas d'importance à ce fait, pourtant gros de conséquences.

La cause la plus visible de cet état de choses réside dans l'écart qui existe entre le prix de revient des denrées et leur prix de vente; quand la capacité de production s'est élevée par exemple à 10, et que la consommation, elle, qui n'a pas suivi la même progression s'élève à un chiffre moindre, il y a stocks, paralysie du commerce. La rationalisation, disons-nous, secrète le paupérisme. Elle touche durement le salarié, mais le capitaliste connaît la difficulté, la marche au ralenti de ses mines, une consommation réduite seront générateurs de troubles sociaux.

Tout est lié dans l'Economie; et le monde entier est solidaire à son insu. Une grève dans le textile de Roubaix-Tourcoing a pour conséquences d'augmenter le prix des draperies anglaises vendues aux Indes, des années chaudes provoquent le chômage des mineurs gallois, de même que le mouvement gandhiste a causé la faillite à des usines de soieries italiennes, etc. Nous consommons des denrées que nous ne produisons pas, de même que notre production supplémentaire est absorbée par des peuples à des milliers de kilomètres.

Or, la baisse des valeurs est le signe le plus sûr d'une crise généralisée d'autant plus que les indices du commerce, tant intérieur qu'extérieur, accusent un déficit sensible. Cette situation crée un dilemme redoutable: il y a des stocks immenses à écouler et une consommation incapable de les absorber. Des magasins qui regorgent, attendant vainement le client!

Il paraît qu'en France, nous vivons mieux qu'ailleurs. Ce sont du moins les journaux à la solde du gouvernement qui l'affirment; quoi qu'on en dise nous travaillons pour l'Etat qui est de plus en plus vorace. Actuellement, le salaire de l'homme dans un ménage est notoirement insuffisant.

L'âge d'or prédit par les jean-foutre du patriotisme qui devait se répandre sur nous après la guerre, recule de plus en plus. C'était d'ailleurs un argument propre à satisfaire la vanité nationale; non seulement la guerre ne paie pas, mais nous payons la guerre... à des fournisseurs patriotes.

L'ouvrier américain paie au fisc 9,6 % de son revenu.

L'ouvrier italien paie au fisc 17,5 % de son revenu.

L'ouvrier belge paie au fisc 23 % de son revenu.

L'ouvrier allemand paie au fisc 24 % de son revenu.

L'ouvrier anglais paie au fisc 25,5 % de son revenu.

Et l'ouvrier français paie au fisc 31,4 % de son revenu (1), près du tiers de notre salaire est dévoré par l'Etat.

BERNARD ANDRÉ.

### ANTIGNAC EST MORT

J'apprends, à l'instant, la mort de mon cher ami, et vieux compagnon Antoine Antignac.

Je parlerai de lui, la semaine prochaine, aux lecteurs du Libéraire.

SEBASTIEN FAURE.

Jean MARESTAN

### L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages, illustrée, 184 mille

Prix, 12 fr. 50; franco, 13 fr. 75

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Mœurs futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente: Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

## Il faut sauver PONS ET BLANCO !

Comme on pouvait s'en douter, la chambre des mises en accusation de Montpellier, devant laquelle ont comparu Pons et Blanco, vient d'émettre un avis favorable à l'extradition. Etant donné l'habitude de complaisance du Gouvernement français de souscrire trop facilement aux demandes même les plus exagérées des dictateurs d'Italie et d'Espagne, on peut craindre qu'il en soit encore ainsi.

Sans doute, le dictateur d'Espagne qui, pour des motifs les plus futiles, les plus divers, remplissait les prisons et les bagnes de son pays est-il mort depuis peu de temps, la logique voudrait que, suffisamment édifiés sur la façon particulière de gouverner du défunt dictateur espagnol, la France Républicaine (du moins, elle le dit !), pays, dit une légende, du traditionnel Droit d'Asile, se devrait de se servir de ce prétexte légitime des tristes excès qui ont illustré l'avant-dernière dictature, pour s'opposer à l'extradition des évadés du bagne de Figueras.

Le Comité de défense sociale a examiné avec attention le dossier de cette affaire et il lui est nettement apparu que les délits qui ont été reprochés à Pons et Blanco, et pour lesquels ils ont été condamnés, étaient ou inexistantes ou fortement exagérés.

L'époque troublée dans laquelle se sont déroulés lesdits délits, en même temps que l'action de militants syndicalistes qui a été publiquement menée, apparaissent les raisons essentielles de l'accusation contre Pons et Blanco, la date même de leur arrestation: août 1923 et celle de leur condamnation: janvier 1927, indiquent nettement l'embarras des accusateurs et démontrent l'invasibilité qu'en cette affaire comme en maintes autres du même genre, on a voulu surtout se débarrasser d'adversaires gênants; salir, déconsidérer aux yeux de l'opinion publique sont des moyens courants que l'on a bien souvent employés, ce qui a permis de frapper, d'assassiner tant d'innocents.

Il ne semble pas qu'on ait agi envers Pons et Blanco d'une manière différente, et c'est là où gît l'iniquité qui contraindrait les gens de cœur à protester.

Les gouvernements, sous des raisons diverses, pensent avoir entre eux des compensations réciproques, ils n'hésitent pas à faire fi du droit et de la liberté des individus, l'élite des travailleurs et des penseurs ne saurait se prêter par son silence et son inertie à pareille manœuvre, elle doit, sans tarder et avec vigueur, élever sa vive réprobation.

Pour sa part, le COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE, joignant ses efforts à ceux des milliers de travailleurs espagnols et français qui, en de nombreuses villes du Midi, ont organisé avec l'aide de différentes personnalités politiques et sociales des meetings, élève aussi une vigoureuse protestation contre la menace d'extradition qui pèse sur Pons et Blanco; il jette un cri d'alarme afin d'attirer l'attention sur le cas des deux militants en péril d'être, de nouveau, livrés à la torture de leurs bourreaux et à l'enfer du bagne.

A la carence des pouvoirs publics qui, hélas! une fois de plus, peut se manifester, la conscience et la solidarité des travailleurs doit s'affirmer avec énergie et enthousiasme.

Il convient de s'efforcer par tous les moyens d'empêcher la perpétration de cette nouvelle infamie.

Il faut entraver et annuler l'extradition de Pons et Blanco, que les personnalités et les groupements d'avant-garde de toutes tendances agissent au plus vite dans ce sens et la victoire est certaine.

Le temps pressant, le Comité de Défense Sociale n'a pu, jusqu'à présent, donner à cette affaire toute la publicité qu'elle comporte et sans trop s'illusionner sur la bonne volonté du Gouvernement, il peut cependant supposer que cet exposé succinct, joint aux diverses interventions, suffira pour que les deux militants syndicalistes ne soient pas livrés aux tyrans du peuple espagnol, mais il ne faut pas attendre, les moments sont précieux!

A l'action (meetings, manifestations, pétitions, etc.), pour libérer Pons et Blanco !

LE COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE.

## LE QUATRIÈME ÉTAT

(Suite de la première page.)

Mais, que ce soit par réformisme comme beaucoup le pensent, ou par événements révolutionnaires si les circonstances l'imposent, la caste des intellectuels techniques prendra — c'est son rêve — les leviers de commande de la société; elle dirigera, elle gouvernera, et soyez bien persuadés qu'elle n'est nullement favorable à l'égalité sociale, et que les prolétaires, sous son règne, continueront à suer des bénéfices pour les maîtres — les nouveaux à la place des anciens.

Les théories marxistes se prêtent merveilleusement à cette nouvelle et gigantesque mystification qui se prépare.

« Nous ne sommes pas des capitalistes, donc nous sommes des prolétaires comme vous. Formons le bloc pour abattre la bourgeoisie ». Très simple, comme vous le voyez.

Seulement les habitudes, les goûts, les sentiments et les intérêts de cette caste n'ont pas grand-chose de commun avec ceux du peuple proprement dit.

On les a élevés, ils ont étudié, et ils vivent avec cette conception que leur rôle est de commander, diriger, « d'être les cerveaux ». Ceux qui sont les plus avancés sont des transformateurs sociaux, des révolutionnaires même, mais partisans d'une sorte de collectivisme hiérarchisé, où l'égalité sociale sera un mot aussi vide de sens que l'est actuellement la formule « Liberté, Égalité, Fraternité », au fronton des prisons et des palais de justice.

Cette caste a envahi à peu près tous les partis politiques plus ou moins « avancés ». Les radicaux et radicaux-socialistes en sont l'expression, qui commencent à passer de mode. Le parti socialiste — jadis ouvrier — ne comporte plus que des éléments de cette classe, aux postes de leaders. Le parti communiste lui-même — malgré sa pseudo-prolétarisation — en est infesté.

La Ligue des Droits de l'Homme est son meilleur terrain de manœuvres. Le syndicalisme lui-même — dans la C.G.T. principalement — a perdu la plus grosse partie de son socialisme d'autant au contact des fonctionnaires et techniciens. Ce sont eux qui ont fait remonter au musée des vieilles utopies, l'égalité économique comme un but poursuivi, qui ont introduit les hypocrites et équivoques formules d'intérêt général; qui ont dépouillé le syndiqué de la pratique de l'initiative pour tout remettre à des Comités centraux chargés de penser pour la masse des syndiqués; qui ont fait préconiser des principes de rationalisation, la nationalisation, etc., où l'ouvrier reste à sa place de prolétaire, avec quelques illusions et ridicules droits au contrôle.

Au dernier congrès coopératif de Tours, c'est par douzaines de fois qu'on a affirmé la nécessité du recours aux lumières, aux directives et à l'autorité des « techniciens ».

C'était pourtant à l'époque où les coopératives, petites, faibles et pauvres avaient à lutter pour l'existence que les techniciens eussent été utiles. Mais ils n'étaient pas là; ils attendaient que les prolétaires créateurs non techniciens eussent mis debout ces coopératives et en aient fait de grosses affaires pour venir se proposer comme directeurs.

Il y a un technicien, bien connu, pour sa sympathie bolchevisante, et son rôle à l'Ustica, Roger Franco, qui a fait paraître un ouvrage: « L'Économie rationnelle » où il nous dépeint sommairement la société de son rêve, du rêve des techniciens — en glissant naturellement sur les procédés de recrutement de cette caste — directeurs, administrateurs, maîtres de toute l'économie sociale, avec naturellement des avantages matériels qu'eux, puisque les chefs, s'octroieraient eux-mêmes. On devine ce que ce serait.

Le Tiers-état bourgeois — qui ne voulait pas la révolution — a su l'exploiter pour faire marcher le peuple avec lui, avec de grandiloquentes formules, en 89.

Le quatrième État intellectuel technicien diplômé semble se préparer à jouer le même rôle. Sous prétexte de lutte de classes, allons-nous couper dans le panneau, comme on dit trivialement.

Le syndicalisme, la coopération, la politique d'avant-garde sont déjà plus ou moins exploités par eux afin d'en tirer tous les profits possibles.

Parce qu'ils sont des « prolétaires » tireons-nous les marrons du feu, pour qu'ils les croquent ensuite ?

Il y aurait toute une étude à faire sur les prétentions de cette classe moyenne d'ingénieurs, architectes, professeurs, avocats, médecins, etc., etc., et il y aurait lieu d'examiner si l'ouvrier est incapable de technique, si l'est inférieur, si la façon dont on décroche les diplômes ou conquiert les bonnes places est loyale, honnête.

Le marxisme est muet là-dessus. La lutte des classes ignore ces classes moyennes. Et pourtant, je le répète, il n'est pas permis à quelqu'un qui se penche sérieusement sur les problèmes sociaux de ne pas examiner très sérieusement les problèmes divers et multiples posés par l'existence des classes moyennes.

G. BASTIEN.

## NOS ÉCHOS

### REPLI STRATEGIQUE

M. Léon Blum s'était targué de faire voter, par le Congrès socialiste, une motion d'unanimité de Défense Nationale.

Et on l'en croyait sans trop de peine. Au dernier moment, il a obtenu que l'on renvoie à un « congrès ultérieur » le débat sur cette question, sur laquelle certains délégués auraient tout de même pu tenir des propos « compromettants ».

...

### VERS LE « PRIX DEIBLER »

Un des représentants de la grande « littérature » la plus commerciale, le dénommé Dekobra, se plaint dans *Paris-Soir* de ce que l'on ne guillotine pas assez.

Douce tendre âme! Les jurés qui, pour des motifs quelconques n'appliquent pas la peine de mort à toute réquisition, et notamment dans certains cas politiques, sont des « criminels », infidèles à la mission qui leur avait été confiée « de défendre la société » et atteints de « dégénérescence morale » (sic). Et il n'est pas seul de son acabit dans le joli monde des « lettres ».

A quand la fondation d'un « Prix Deibler » pour les écrivains-valets de bourreau?

...

### ET « L'ATTENTAT » ?

Il commence à être beaucoup moins question du prétendu « attentat » de Montreuil, annoncé si bruyamment et qui aurait vu l'instimable Tardieu, organisateur de toutes les félicités dont nous jouissons.

La police a fait de son mieux et fourni complaisamment les « criminels » qu'on lui réclamait. Elle en a même trouvé successivement toute une série. Mais ils ne mirent aucune bonne grâce à se laisser culpabiliser. Ils refusèrent même, par chance, prouver qu'ils se trouvaient très loin des lieux de la catastrophe le jour qu'elle se produisit.

La flico-tardieuaille se le tiendra-t-elle pour dit? Ou bien cherchera-t-elle à se ratrapper sur le premier « extrémiste » venu de l'odieuse et du ridicule dont elle vient de se couvrir?

## NOTE DE LA REDACTION

Nos camarades sont priés de n'écrire que sur un seul côté de la feuille. Ils sont prévenus que les conditions de notre imprimerie ne nous permettent pas de donner de la copie après le mercredi à midi.

Il est donc indispensable que nous ayons la copie le mardi au plus tard. Plusieurs articles, notamment de la Voix de Province ne pourront passer dans ce numéro pour les raisons indiquées. — Pierre Mualdès.

**GROUPE ANARCHISTE DES 17<sup>e</sup> ET 18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENTS**  
Mardi 17 juin, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel  
Gausserie du camarade FREMONT  
sur le sujet:  
**OU VA LA C.G.T.U. ?**  
Invitation cordiale aux sympathisants.

## TROIS CONFÉRENCES de Michel BAKOUNINE

III  
(Suite.)

Voyons la politique, comment s'exprime ce principe? Les masses, dit-on, ont besoin d'être menées, gouvernées; elles sont incapables de se passer de gouvernement, comme aussi elles sont incapables de se gouverner par elles-mêmes. Qui les gouvernera? Il n'y a plus de privilège de classe. Tout le monde a le droit de monter aux plus hautes positions et fonctions sociales. Mais pour y parvenir il faut être intelligent, habile; il faut être fort et heureux; il faut savoir et pouvoir l'emporter sur tous les rivaux. Voilà encore une course au clocher; ce sont les individus forts et habiles qui gouverneront, qui tondront les masses.

Considérons maintenant ce même principe dans la question économique, qui au fond est la principale, on pourrait dire l'unique question. Les économistes bourgeois nous disent qu'ils sont les partisans d'une liberté illimitée des individus et que la concurrence est la condition de cette liberté. Mais voyons quelle est cette liberté: Et d'abord une première question: est-ce le travail séparé, isolé, qui a produit et qui continue à produire toutes ces richesses merveilleuses dont se glorifie notre siècle? Nous savons bien que non. Le travail isolé des individus serait à peine capable de nourrir et de vêtir un petit peuple de sauvages; une grande nation ne devient

riche et ne peut subsister que par le travail collectif, solidement organisé. Le travail, la production des richesses étant collective, il semblerait logique que la jouissance de ces richesses devrait l'être aussi. Eh bien, voilà ce que ne veut pas, ce que repousse avec haine l'économie bourgeoise. Elle veut la jouissance isolée des individus, mais de quels individus? Seront-ce tous? Oh non! Elle veut la jouissance des forts, des intelligents, des habiles, des heureux. Ah! oui, des heureux surtout. Car dans son organisation sociale et conformément à cette loi d'hérédité qui en est le fondement principal, il naît une minorité d'individus plus ou moins riches, heureux, et des milliers d'êtres humains déshérités, malheureux individus: « Lutte, disputez-vous les richesses, l'un d'eux sera vainqueur, le bien-être, la richesse, la puissance politique, les vainqueurs seront heureux. » Y a-t-il au moins égalité dans cette lutte fratricide? Non pas; les uns, le petit nombre, tous armés de pied en cap, forts de leur instruction et de leur richesse héréditaire, tandis que les millions d'hommes du peuple se présentent sur l'arène presque nus, avec leur ignorance et leur misère également héritées. Quel est le résultat nécessaire de cette concurrence soi-disant libre? Le peuple succombe, la bourgeoisie triomphe et le prolétariat enchaîné est forcé de travailler comme un forçat pour son éternel vainqueur, le bourgeois.

Le bourgeois est muni principalement

d'une arme contre laquelle le prolétariat restera toujours sans possibilité de défense, tant que cette arme — le capital — qui est devenue désormais, dans tous les pays civilisés, l'agent principal de la production industrielle, tant que ce nourrisseur du travail sera tourné contre lui.

Le capital, tel qu'il est constitué et approprié aujourd'hui, n'écrase pas seulement le prolétariat, il assomme, exproprie et réduit une immense quantité de bourgeois. La cause de ce phénomène, et que la classe moyenne et bourgeoise ne comprend pas assez, qu'elle ignore, est pourtant toute simple: grâce à la concurrence, grâce à cette lutte à mort, qui, grâce à la liberté conquise par le peuple au profit des bourgeois, règne aujourd'hui dans le commerce et dans l'industrie, tous les fabricants sont forcés de vendre leurs produits, ou plutôt les produits des travailleurs qu'ils emploient, qu'ils exploitent, au plus bas prix possible. Vous le savez par expérience, les produits chers se voient de plus en plus exclus du marché aujourd'hui par les produits à bon marché, alors même que ces derniers sont beaucoup moins parfaits que les premiers. Voilà donc une première conséquence funeste à cette concurrence, de cette lutte intestine dans la production bourgeoise. Elle tend nécessairement à remplacer les bons produits par des produits médiocres, les travailleurs habiles par des travailleurs médiocres, elle élimine en même temps la qualité des producteurs et des produits.

Dans cette concurrence, dans cette lutte au plus bas prix, les gros capitaux doivent nécessairement écraser les petits capitaux, les gros bourgeois doivent ruiner les petits bourgeois. Car une immense fabrique peut naturellement confectionner ses produits et les donner à meilleur marché qu'une fabrique petite ou moyenne. 100.000 francs employés en fabrication donneront 20, 30 %

tandis que les 10.000 francs employés de la même manière ne donneront que 10 %. Le grand fabricant économise sur le bâtiment, sur les matières premières, sur les machines; employant beaucoup plus de travailleurs que le petit ou le moyen fabricant, il économise aussi, car il gagne par une meilleure organisation et par une plus grande division du travail. En un mot, avec 100.000 francs concentrés en ses mains et employés à l'établissement et à l'organisation d'une fabrication unique, il produit beaucoup plus que dix fabricants employant chacun 10.000 francs, de manière que si chacun de ces derniers réalise, sur les 10.000 francs qu'il emploie, un bénéfice net de 2.000 francs, par exemple, le fabricant qui établit et organise une grande fabrique qui lui coûte 100.000 francs, gagne sur chaque 10.000 francs 5 ou 6.000 francs. Produisant proportionnellement beaucoup plus, il peut naturellement vendre ses produits beaucoup meilleur marché que les petits ou moyens fabricants mais en vendant meilleur marché il force également les petits ou moyens fabricants à rabaisser leur prix, sans quoi leurs produits ne seraient point (1).

... impérial, furent naturellement écartés, comprimés. Mais tous les autres, ceux qui, laissant les balivernes politiques du peuple, s'appliquèrent exclusivement, sérieusement à la grande affaire de la bourgeoisie — l'exploitation du peuple, furent puissamment encouragés et protégés; on leur donna même, pour sauver leur honneur,

(1) Ici il manque dans la copie du manuscrit de Bakounine, que j'ai seule pu utiliser, 4 pages (un fol.) c'est-à-dire juste autant de pages que ce qui suit jusqu'à la fin. Un jour cette lacune pourra être comblée d'après le manuscrit original qui existe encore, mais qui ne m'a pas été accessible jusqu'ici. (Note de l'éditeur de la revue.)

toutes les apparences de la liberté; n'existait-il pas sous l'Empire une assemblée législative élue régulièrement par le suffrage universel. Tout alla donc bien selon les vœux de la bourgeoisie; il n'y eut qu'un seul point noir: c'était l'ambition conquérante du souverain, qui entraînait la France forcément dans des dépenses ruineuses et finit par anéantir son antique puissance. Mais ce point noir n'était pas un accident, c'était une nécessité du système. Un régime despotique, absolu, alors même qu'il a les apparences de la liberté, doit nécessairement s'appuyer sur une puissante armée et toute grande armée permanente rend tôt ou tard la guerre extérieure nécessaire parce que la hiérarchie militaire a pour inspiration principale l'ambition; tout lieutenant veut être colonel, et tout colonel veut devenir général; quant aux soldats systématiquement démoralisés par la caserne, ils rêvent des nobles plaisirs de la guerre: le massacre, le pillage, le vol, le viol; preuve: les exploits de l'armée prussienne en France. Eh bien, si toutes ces nobles passions s'avèrent, systématiquement nourries dans le cœur des officiers et des soldats, restent longtemps sans satisfaction aucune, elles agissent et poussent l'armée au mécontentement et du mécontentement à la révolte; donc il devient nécessaire de faire la guerre. Toutes les expéditions et les guerres entreprises par Napoléon 1<sup>er</sup>, n'ont donc point été des caprices personnels, comme le prétendent aujourd'hui messieurs les bourgeois, ce fut une nécessité du système impérial, despotique qu'ils avaient fondé eux-mêmes par crainte de la révolution sociale. Ce sont les classes privilégiées, c'est le haut et le bas clergé, c'est la noblesse déchue, c'est enfin et surtout cette respectable, honnête et vertueuse bourgeoisie qui, mieux que toutes les autres classes et plus que Napoléon III lui-même, est la cause de tous les horribles malheurs qui viennent de frapper la France.



## DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Dans le numéro de mai de la *Revue Anarchiste*, 110, rue Saint-Maur, Ganz-Allein parle de l'individu à la recherche de lui-même. J'ai lu avec beaucoup de curiosité les très intéressantes études que Ganz-Allein a données depuis décembre, et, bien que celle-ci ne soit pas la dernière, je puis donner mon opinion : à mon avis, il y manque une conclusion claire et nette. Pourtant, la vérité m'oblige à dire qu'il semble que l'auteur ait voulu la laisser tirer au lecteur.

Dans la même revue, on trouve des « Aphorismes » de Jules Rivet, marqués au coin de l'esprit incisif qu'on savoure chaque semaine dans *Le Canard Enchaîné* et montrant de plus une affirmation de pensée qui rassure ceux qui avaient craint un instant, que son séjour à l'Humanité n'ait altéré l'auteur de « A l'ombre des Crocodiles en fleurs ». Pour notre part, nous souvenant que Jules Rivet fit jadis connaissance avec les géolés républicaines à cause de ses idées, nous sommes certains qu'il est toujours resté le même homme. On trouve encore un très beau poème de Pierre Chatelet-Tailhade (gendre du célèbre pamphlétaire) où il exalte la révolte en de magnifiques vers parnassiens. Nous citons seulement l'envoi de cette ballade :

« Aux morts sanglants qui jonchent la plume,  
Vont succéder les défenseurs virils.  
Chante, Révolte ! A l'horizon se cernent  
La meute sombre arrachée aux casernes  
Clame à la foi dans les futurs avilis,  
Et va brandir, pour que tous le discernent,  
Le noir pennon sur la Tour en péril ! »

En un article intitulé « La Notion de la réciprocité », E. Armand atténue ce qu'un individualisme trop farouche pourrait avoir...

Notre ami Voline parle de l'U.R.S.S. à propos des livres de Panait Istrati, et croit au triomphe plus ou moins proche de la vérité sur la Russie. Sa conclusion dit fort bien que le salut n'est pas dans l'opposition, comme le croit l'ouvrier roumain : « Tant que l'Etat, le Gouvernement, l'autorité, la politique, seront debout, l'œuvre positive de la Révolution restera lettre morte, et alors les mêmes horreurs recommenceront. Cette autre moitié de la vérité sera plus difficile à faire comprendre que la faillite du parti au pouvoir. Ouvrons donc, nous autres, avec d'autant plus de zèle, à la faire éclater aussi un jour. C'est la notre suprême devoir ! »

Elle Angonin continue son étude très fouillée sur la Conquête de l'Algérie et étale la vérité à l'aide de documents puisés aux meilleures sources. Voici ce qu'écrivit le capitaine Canrobert : « Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité de Kabyles et enlevé plusieurs sortes de troupeaux : des femmes, des enfants, des vieillards ; le soldat excité par l'appât du pillage se livre aux pires excès. » Suivent d'autres exemples d'incendies et de destructions de récoltes bien faits pour faire croire à la « moralité » de la colonisation capitaliste !

Signalons encore une définition du libre-penseur par G. Withouthame, une critique de livres et une lettre du Portugal signalant la position désavantageuse du mouvement libertaire en ce pays.

Dans le *Semeur* du 5 juin, Christian Libertarios s'indigne du fait que le général de Parthenay, le même qui laisse mourir de froid les soldats de Rhénanie, vient d'être promu commandant militaire de la 11<sup>e</sup> Région, à Nantes. Pour notre part, cela n'a rien pour nous étonner, étant tout à fait dans l'ordre bourgeois. Le chansonnier G.-M. Gouté dit le destin tragique des poètes maudits : souffrir, chanter et mourir. Victor Spielmann parle de la question mozabite, un des aspects de la question coloniale. Il semble que Spielmann ait des illusions lorsqu'il presse renseigner les parlementaires et la presse indépendante, car nous savons depuis longtemps que nos braves députés ont d'excellentes raisons à ce que le *statu quo* soit maintenu en Algérie, et quant à la presse indépendante, mieux vaut n'en pas parler... A signaler également divers articles et études de Barbé, du D<sup>r</sup> Proschowsky, de Barbedette, etc.

Le *Flambeau* du 5 juin continue sa propagande antireligieuse. Notre camarade Raoul Colin parle du MARIAGE CHRETIEN et stigmatise comme il convient l'hypocrisie cléricale.

Un jeune élève (13 ans) d'une école dite « libre » signale les mœurs des « éducateurs » catholiques : punitions raffinées et disproportionnées avec les fautes commises (lorsqu'il y a des fautes !). Noté également la suite de la très intéressante biographie d'Etienne Dolet, une des innombrables victimes des prêtres, ainsi qu'un bel article sur la colonisation, signé Rezla.

Il semble qu'il est grand temps de réagir contre le flot noir qui monte et menace de nous submerger. *Le Flambeau*, l'*Ide Libré* jettent sans relâche le cri d'alarme. Nous souhaitons ardemment qu'ils soient écoutés, et nous ne manquerons pas de combattre de toutes nos forces l'Eglise, qui prétend revenir à ses anciens privilèges.

ARGUS.

## Une mise au point de Bertoni

Dans le compte rendu du Congrès de l'Union anarchiste-communiste révolutionnaire, nous relevons ce passage :

« Etant donné ces caractères du syndicalisme, quelle doit être la position des anarchistes vis-à-vis des syndicats ? Lashort répond à cette question en condamnant l'attitude de certains anarchistes qui nient toute valeur révolutionnaire aux syndicats et qui après Bertoni et Malatesta (Bienne 1922) prétendent qu'un anarchiste ne saurait sans déchoir y travailler. Il réprouve également une conception qui tendrait à faire des syndicats un centre de recrutement et de propagande des idées anarchistes. La formule de Colomer (Congrès anarchiste de Lyon, novembre 1921) : le syndicalisme est le corps, et l'anarchisme l'âme, doit être résolument abandonnée. »

Il est bien vrai que Malatesta et moi avons fait quelques réserves sur la valeur révolutionnaire des syndicats, mais nous n'avons nullement prétendu « qu'un anarchiste ne saurait sans déchoir y travailler ». Au contraire, nous avons souhaité qu'il se trouve dans chaque syndicat des camarades pour y faire le plus de besogne possible.

Malatesta a aussi dit qu'un syndicat anarchiste ne se comprendrait pas car il serait, en ce cas, la doubleur inutile du groupe anarchiste lui-même. Donc, sur l'indépendance du syndicalisme de tout groupement politique, nous sommes parfaitement d'accord.

Par contre, Malatesta s'est refusé à se prononcer pour telle ou telle organisation syndicale. Nous pouvons certainement avoir plus de sympathie ou adhérer selon les circonstances à l'un ou l'autre, mais notre intérêt est de nous trouver dans tous les groupements syndicaux même réformistes.

A Bienne, Colomer était le délégué français, fort mal choisi hélas ! car chacun eut de lui la fâcheuse impression d'un poseur et rien de plus. C'est lui qui a sans doute pris pour un désaveu du syndicalisme la constatation faite par Malatesta que toute organisation syndicale en se développant tend à devenir réactionnaire. Les faibles syndicats du début à l'allure plus ou moins révolutionnaire, en augmentant leurs membres et leurs fonds, en approchant de la possibilité d'imposer le syndicat obligatoire, cherchent à s'adapter plutôt qu'à transformer les institutions économiques actuelles.

C'est bien là ce que les expériences anglaise, allemande, italienne, suisse, etc., ont enseigné. Faut-il en conclure à l'abandon définitif des syndicats ? Nous ne l'avons jamais pensé, car même la fédération syndicale la plus réformatrice, surtout si elle a réussi à grouper la presque totalité des ouvriers d'une industrie donnée, n'est pas un groupement que nous puissions ignorer. Car si nous renonçons à exercer toute influence au milieu de salariés et d'exploités, à qui exposerons-nous nos conceptions ?

En somme le syndicalisme est une question très épineuse sur laquelle nous ne prétendons pas dicter à tous une même solution. Surtout, gardons-nous de simples négations dédaigneuses de tout syndicalisme, d'affirmations risquées de son révolutionnarisme presque toujours inexistant.

Et vous l'avez vu, compagnons, pour défendre cette malheureuse France, il ne s'est trouvé dans tout le pays qu'une seule masse, la masse des ouvriers des villes, celle précisément qui a été trahie et livrée par la bourgeoisie à l'Empire et sacrifiée par l'Empire à l'exploitation bourgeoise. Dans tout le pays, il n'y eut que les généraux travailleurs des fabriques et des villes, qui voulurent le soulèvement populaire pour le salut de la France. Les travailleurs des campagnes, les paysans, démolis par l'éducation religieuse qu'on leur avait donnée à partir du premier Napoléon jusqu'à ce jour, ont pris le parti des Prussiens et de la réaction contre la France. On aurait pu les révolutionner ; dans une brochure que beaucoup d'entre vous ont lue, intitulée : « Lettres à un français », j'ai exposé les moyens dont il fallait faire usage pour les entraîner dans la révolution. Mais pour le faire, il faut d'abord que les villes se soulèvent et s'organisent révolutionnairement. Les ouvriers l'ont voulu ; ils le tentèrent même dans beaucoup de villes du Midi de la France, à Lyon, à Marseille, à Montpellier, à Saint-Etienne, à Toulouse. Partout ils furent comprimés et paralysés par les bourgeois radicaux, au nom de la République. Oui, c'est au nom même de la République, que les bourgeois devenus républicains par la crainte du peuple, c'est au nom de la République, que Gambetta, ce vieux pêcheur Jules Faure, Thiers, cet infâme renard, et tous les Picard, Ferry, Jules Simon, Pelléan et tant d'autres, c'est au nom de la République qu'ils ont assassiné la République et la France.

La bourgeoisie est jugée. Elle qui est la classe la plus riche et la plus nombreuse de la France — en exceptant la masse populaire sans doute — si elle avait voulu, elle aurait pu sauver la France. Pour cela elle aurait dû sacrifier son argent, sa vie

et s'appuyer franchement sur le prolétariat, comme firent ses ancêtres, les bourgeois de 1793. Eh bien, elle ne voulut sacrifier ni son argent, ni sa vie et elle préféra la conquête de la France par les Prussiens à son salut par la révolution populaire.

La question entre les ouvriers des villes et la bourgeoisie fut assez nettement posée ; les ouvriers ont dit : « Nous ferons plutôt sauter les maisons que de des livrer aux Prussiens », les bourgeois répondirent : « Nous ouvrirons plutôt la porte de nos villes aux Prussiens que de faire du désordre public, et nous voulons conserver nos chères maisons à tout prix, dussions-nous même lécher les bottes de MM. les Prussiens. »

Et remarquez que ce sont aujourd'hui ces mêmes bourgeois qui osent insulter la Commune de Paris, cette noble Commune, qui sauva l'honneur de la France et, espérons-le, la liberté du monde en même temps ; ce sont ces mêmes bourgeois qui l'insultent aujourd'hui au nom de quoi ? Au nom du patriotisme !

Vraiment, ces bourgeois ont un front d'airain ! Ils sont arrivés à un degré d'infamie, qui leur a fait perdre jusqu'au dernier sentiment de pudeur ; ils ignorent la honte ; avant d'être morts, ils seront déjà complètement pourris. Et ce n'est pas seulement en France que la bourgeoisie est pourrie moralement et intellectuellement : elle l'est de même partout en Europe, et dans tous les pays de l'Europe, le prolétariat a conservé le feu sacré, lui seul porte aujourd'hui le drapeau de l'humanité.

Quelle est sa devise, sa morale, son principe ? La solidarité. Tous pour chacun et chacun par tous et pour tous. C'est le principe de notre grande association internationale qui, franchissant les frontières des Etats et par là même détruisant les Etats, tend à unir les travailleurs du monde

## ALGER

## Pour éduquer l'indigène

Représentez-vous un grand nombre de « meskines » (arabes pauvres) en loques, sales, puants, allant chaque jeudi chercher une pitance accordée par la « philanthropie » des gouvernants qui, après leur avoir pris tous leurs biens, leur jettent maintenant une miette de pain. A la fois saouls et affamés, ces « meskines » deviennent des quantités qui fassent peur, ou qui fassent honte, pour qu'on en arrive à leur offrir un peu de nourriture chaque semaine. Cela, c'est la justice coloniale !

Les consciences sont endormies dans cette ville d'Alger : est-ce le soleil ? Ici, presque personne n'a de goût à la lutte ; pourtant certaines injustices devraient émeutir même les moins sensibles. L'Arabe est le valet de l'Européen. Les travaux les plus répugnants sont pour lui. Une domestique arabe se paye 50 fr. par mois tandis qu'une française touche 400 fr. Un manœuvre, déjà très saouls, est payé 15 fr. (25 francs) à mon avis, est indigène. Ici, les indigènes travaillent souvent 10 heures et plus par jour et le dimanche ; cela me fait comprendre la justesse du surnom donné aux Français par un travailleur arabe : les sauvages blancs (1).

Dans les pastes ainsi que dans divers établissements, les Européens faisant le même travail gagnent un quart de plus que l'indigène ; c'est ce que l'on nomme le quart colonial. Cela va disparaître, paraît-il, mais pour l'instant, c'est un fait.

Il faut pousser l'indigène à lutter avec nous contre toutes ces iniquités. La seule école, la seule école, c'est l'éducation. Des camarades l'ont compris et c'est pourquoi ils ont organisé des cours de français à l'intention des pauvres Arabes.

Ces cours sont donnés le soir dans deux écoles ; ce petit effort de quelques-uns est à base purement fédéraliste, chacun travaillant, sans lien avec aucun parti, ni aucune direction ; chaque classe ayant sa parfaite autonomie.

Nous acceptons volontiers des conseils, surtout de la part de camarades instituteurs. Un article sur l'éducation des jeunes enfants dans « Le Libérateur », serait accueilli de nous avec le plus vif plaisir.

Le groupe d'Alger.

## BORDEAUX

## Femme, ton corps est à toi !

Les journaux bourgeois du cru apprennent à un certain public bordelais, avide de sensations d'un genre spécial, la nouvelle suivante, tragique dans sa simplicité : « Une domestique de 18 ans, Marie-Louise Gaillards, va comparaître à la prochaine session des assises de la Gironde, pour avoir fait disparaître l'enfant qu'un mâle, au-dessus d'elle, lui insérait, lui insérait. »

Fait divers, hélas trop fréquent en notre triste époque de muloterie et d'ignorance. La jeune femme qui va passer devant les bourgeois repus et les commerçants bien-pensants, défenseurs de la morale établie, est incontestablement une victime des mœurs et des préjugés qui renferment les lois existantes. Son cas est en fait l'odieux loi de 1920, qui interdit à la femme de disposer de ce qui devait constituer cependant son droit le plus strict et sa liberté la plus sacrée : l'enfantement.

Il est facile de prévoir ce qu'aurait été l'existence de cette jeune femme, si elle avait voulu prendre la responsabilité d'assurer à elle seule la subsistance d'un petit être promis à la misère et aux privations, jetée à la rue par des patrons à cheval sur les principes, abandonnée de tous, elle était bientôt réduite au suicide ou à la prostitution, qui est trop souvent le seul refuge des jeunes mères délaissées. La pauvre victime de circonstances trop fréquentes, elle aurait été précipitée dans la misère et de débauche qui en aurait fait plus tard un être malheureux à son tour. A moins que sa mère ne se résigne à l'abandonner à l'Assistance Publique, qui en aurait fait, très certainement, un client futur pour les tribunaux et les prisons républicaines.

Elle préfère détruire cette vie qu'elle ne désirait pas, c'est pour cela qu'elle va comparaître devant la cour d'assises, les raisons qui l'ont déterminée sont trop humaines pour que le jury lui soit par trop sévère. Au moins nous l'espérons, mais quelque soit le verdict que rendra la cour d'assises de la Gironde, il n'en restera pas moins que la loi liberticide de 1920 subsistera, il est nécessaire que les organisations ouvrières engagées la lutte pour sa suppression afin que ne soient plus un leurre les paroles disant : femme, ton corps est à toi !

\*\*

## Le Congrès socialiste

Comme nous l'apprennent les affiches écarlates apposées ces jours-ci, nous avons en nos murs tous les ans de la social-démocratie de la III<sup>e</sup> Internationale. Pour permettre aux bons bourgeois de prolétaires bordelais de voir et d'entendre de plus près ces divers spécimens de la faune parlementaire de divers pays, un meeting-exhibition est organisé à l'Alhambra.

(1). P. 6 (Péra), révol. prolét., du 1/4/50.

Mais pour ce spectacle sans pareil, il faut payer, et, comme au théâtre, il y a plusieurs prix : 10 fr., 5 fr. et 2 fr. Comme on voit, il y en a pour toutes les bourses mais les prolétaires du coin feraient mieux d'aller payer avec la seule monnaie qui convienne à tous ces charognards, une volée de bois vert.

C'est pas tout, pour fêter dignement les assises de leur congrès, les socialistes organisent un grand banquet populaire, qu'ils disent, à raison de 35 fr. par tête. Prix prohibitif si l'on sait que c'est celui d'une journée moyenne de travail dans l'ensemble des corporations à Bordeaux et que dans certaines boîtes les salaires féminins ne dépassent pas 10 fr. par jour... C'est dire que ce seront la majorité des participants à ce banquet. Ohé les sans-le-sou, qui traînez vos savates tous les jours le long des quais, à la recherche d'une problématique embauche. Ohé les gueux de la place Miradek, accourez en foule ! Ici on bouffe et l'on s'empiffre au nom du peuple, mais le peuple c'est vous, venez vous mettre à table et si les gardes mobiles chers au socialiste Paul Boncour, vous laissent approcher vous pourrez apaiser votre faim et renvoyer avec des trucs appropriés tous les policiers à des besognes plus profitables à l'espèce en général.

Marcel Lenormand.

## COURSAN

## Pour Pons et Blanco

Le meeting organisé le lundi 2 juin pour nos deux camarades espagnols Joaquín Pons Blanco et Joaquín Blanco Martínez eut un beau succès malgré le peu de temps que nous avions eu devant nous pour l'organiser.

Les diverses organisations locales que nous avions convoquées avaient répondu à notre appel, à l'exception de la section socialiste qui se trouvait en ce moment sans bureau.

Organisé par le groupe Libertaire le camarade Gené présida et donna la parole au premier orateur, le camarade Rouais du S. R. S. qui engagea les ouvriers à se grouper pour lutter contre la répression qui s'aggrave de plus en plus, pour la libération de tous les emprisonnés et pour la liberté de nos deux camarades espagnols.

Ce fut ensuite Chapenac qui tint à associer le syndicat des ouvriers cultivateurs, toujours à l'avant-garde du combat, à la campagne menée contre l'avis de la chambre des mises en accusation de Montpellier.

Après lui l'orateur du Parti Communiste, Pélissier, qui commença de se lancer en diatribes contre les anarchistes et ensuite contre les socialistes ce qui ne fut pas du tout à l'auditoire. Vaillaux dut intervenir et rappeler l'orateur à l'ordre en disant qu'il mettait la liberté de nos deux camarades au-dessus des querelles de parti et qu'il ne fallait pas sur ce terrain la réunion de ce jour ayant un autre but. Il fut applaudi par tous les auditeurs qui étaient venus pour se solidariser avec Pons et Blanco et non pour entendre un exposé de doctrines. Pélissier continua ensuite son exposé qui se termina dans le calme.

Ce fut ensuite notre camarade Vaillaux qui développa au milieu de l'attention générale les faits qui étaient reprochés à nos deux camarades. Il s'étendit surtout sur la période révolutionnaire et dictatorial où les meilleurs militants syndicaux étaient fusillés et assassinés dans la rue, détruisant ainsi à néant le cas de droit commun que l'on veut faire subir à Pons et Blanco.

Il engagea les ouvriers à faire connaître autour d'eux l'ignominie qui se prépare et les invita à venir nombreux à la prochaine fois si le Comité du Droit d'Asile lance un nouvel appel. Le citoyen Malavieille tint aussi à associer la section de la Ligue des Droits de l'Homme à cette campagne de meetings.

Tous les orateurs inscrits ayant parlé, le camarade Gené remercia tous les ouvriers d'être venus si nombreux ainsi que les organisations qui ont bien voulu répondre à notre appel.

Pour couvrir les frais une collecte faite à la sortie produisit la somme de 76 fr. 65. Un ordre du jour fut également voté à l'unanimité.

G. Gené.

## PAS-DE-CALAIS

## Les rentes des travailleurs

L'ouvrier mineur Zuretyk Jacob, 56 ans. Probablement, vient d'être tué par un éboulement aux mines de Bruay : le malheureux laisse une veuve et 6 enfants. Rapacité patronale qui ne permet pas aux ouvriers de se garantir contre les accidents mortels qui arrivent d'un moment à l'autre. Honte aux repoussés : à nos salauds insensés prêchant le léninisme à outrance pour en faire de la chair à patron, de la chair militaire, de malheureux inconscients.

\*\*

## Allons les prolétaires

Qu'attendez-vous pour fabriquer des miches ? La loi du 16 avril 1930 apportée de sensibles modifications à l'encouragement aux familles nombreuses. L'apaisement pour s'en donner à cœur joie, et nous pourrions constater les effets de cette propagande néfaste : scrofuleux, rachitiques, tuberculeux et autres déchets sociaux.

\*\*

Et si la Commune de Paris se tient si vaillamment aujourd'hui, c'est que pendant tout le siège les ouvriers se sont sérieusement organisés. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois accusent l'Internationale d'avoir produit ce magnifique soulèvement de Paris. Oui, disons-le avec fierté, ce sont nos frères les internationaux qui, par leur travail persévérant, ont organisé le peuple de Paris et rendu terrible la Commune de Paris.

Soyons donc tous frères et organisons-nous. Ne croyez pas que nous soyons à la fin de la Révolution, nous sommes à son commencement. La Révolution est désormais à l'ordre du jour pour beaucoup de dizaines d'années. Elle viendra nous trouver tôt ou tard ; préparons-nous donc, purifions-nous, devenons moins discoureurs, moins crieurs, moins phraseurs, moins buveurs, moins noceurs. Serrons nos rangs et préparons-nous dignement à cette lutte, qui doit sauver tous les peuples et émanciper finalement l'humanité. Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune de Paris !

FIN

(1) Bakounine était à Lyon du 11 au 29 septembre et à Marseille, depuis lors, jusqu'aux derniers jours d'octobre 1870. Voir le récit de son séjour et de son départ de Marseille publié par Ch. Alverini dans le bulletin de la fédération jurassienne du 1<sup>er</sup> octobre 1937 (note de l'éditeur).

\*\*

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur qui nous dit que ces trois conférences figurent dans les œuvres complètes de Bakounine au tome V, page 299 à 300. En outre, le texte de la *Société Nouvelle* n'est pas rigoureusement conforme à celui des œuvres de Bakounine. Les lecteurs qui les possèdent trouveront donc quelque différence entre ces deux textes que James Guillaume lui-même avait relevés dans une note introductive lors de la publication des œuvres de Bakounine.

Scutenaire ceux qui ont de la famille c'est très bien, mais pousser les malheureux à engendrer dans l'inconscience et la misère, c'est un crime !

## REIMS

## Aux Rémois !

Depuis un certain temps notre ville est le théâtre des grandes exhibitions patriotiques et réactionnaires dans un but de créer parmi la population de Reims et des environs un esprit guerrier et religieux.

Dernièrement la pègre réactionnaire a manifesté sans être gênée en plein centre de la ville pour fêter Jeanne-d'Arc. Dimanche dernier avec un ensemble touchant les prétendus républicains laïques et les socialistes S.F.I.O. ont refait l'Union Sacrée comme en 1914 avec les gens du roi et d'autres colatins pour inaugurer le monument aux morts de la guerre, qui symbolise la défense nationale.

Je ne m'arrête pas sur les discours démagogiques et provocateurs que Marchandeau et Maginot ont prononcés, je préfère laisser le soin de relever ces arguments par des camarades plus compétents que moi, en cette matière, de plus je ne m'apitoie pas sur le sort des « glorieux » militaires qui se font casser la gueule dans les tranchées au plus grand profit des capitalistes et des mercantis. Par contre, je plains du plus profond de mon cœur les 740 malheureuses victimes civiles qui furent tuées au cours des quatre années de bombardement que nous fûmes forcés de subir car pour partir de Reims il fallait passer par toutes sortes de formalités pour obtenir un passe-port et il fallait tout abandonner pour se rendre par ses propres moyens dans des régions où l'on était le plus souvent reçu comme un chien dans un jeu de quilles.

Si l'on ajoute les difficultés de se loger et de trouver du travail on aura une idée de la situation de ceux qui se révoltaient contre l'esprit guerrier.

Beaucoup d'entre eux sont morts par la faute des brutes gauloises et des politiciens qui aujourd'hui viennent hypocritement saluer leurs victimes et se servir d'elles comme d'un tremplin électoral et cela au milieu de leurs troupes et d'un grand déploiement de forces de police afin de mieux étouffer les voix qui pourraient troubler la fête et leur demander des explications, à ces arrivistes, sur leur emploi du temps pendant la grande boucherie. Camarades, si vous ne voulez pas qu'une nouvelle guerre éclate dont vous ferez les frais, vous et vos familles, venez renforcer notre groupe afin de reprendre avec plus d'acharnement la propagande antimilitariste et faire triompher nos idées de Liberté, d'égalité et de paix.

Raymond Gérard.

## TOULOUSE

Contre la répression en Indochine  
Contre le colonialisme

Tel est le sujet des affiches par lesquelles le Secours Rouge International avait convié les travailleurs toulousains à un meeting dans la salle de l'ancienne Faculté des Lettres, le mercredi 4 juin, pour protester contre tous ces maux.

A ce meeting devait prendre la parole camarade Bergé du S.R.I., un camarade indochinois et le camarade Péraud, secrétaire régional du S.R.I., avocat à la Cour d'Agen. Est-ce la présence d'un camarade indochinois en tant qu'orateur, la salle était comble. Au début du meeting, une bousculade occasionnée par les éphébes représentant les républicains nationaux et autres jeunes patriotes, se produisit, ceux-ci furent quelque peu houspillés.

Internationale, Bergé prend la parole et fait l'apologie du S.R.I., seul organisme de classe vraiment révolutionnaire luttant pour la défense des emprisonnés, quelques phrases sur les événements de Yen-Bay et actuels. Reinternationale. L'orateur indochinois est à la tribune ; celui-ci retrace d'une façon angoissante les conditions d'existence des travailleurs indochinois exploités d'une manière honteuse par les régimes du colonialisme et cite des faits et des dates sur le système de civilisation pratiqué par les colonialistes.

Réinternationale, Péraud monte à la tribune, bon orateur, habité du verbe, étant avocat, celui-ci fait encore l'apologie du S.R.I. et critique avec des arguments serrés le principe du colonialisme.

Pendant l'exposé des trois orateurs, diverses interruptions du côté des jeunes patriotes, ce qui motive l'intervention du président après la péroraison de Péraud, en demandant si d'autres orateurs veulent prendre la parole. Ginetet, du P.C., dit quelques mots sur le colonialisme au nom de son parti.

Le camarade Tricheux, du groupe anarchiste de Toulouse, prend la parole et dit dans quelques mots bien sentis, que les anarchistes se trouvent au-dessus de tous les partis sont aux côtés des travailleurs, des opprimés indochinois et des travailleurs à quelque nationalité à laquelle ils appartiennent, en lutte avec leur attachement.

(Suite en 4<sup>e</sup> page)

## NOTRE BALADE

La balade organisée par Le Libérateur a obtenu un franc succès. Les camarades étaient venus en grand nombre et nous avons été heureux de constater la présence de vieux et fidèles « amis ».

Grâce au Groupe de Montreuil et grâce aussi au dévouement des camarades des Groupes de Paris, cette journée fut trop rapidement terminée.

Remercions-les tous et espérons qu'à nos prochaines balades, le même sentiment de camaraderie, de solidarité triomphera et nous permettra de voir enfin de belles et agréables sorties.

Des dates sont déjà retenues :

— Le 6 juillet, à Villeneuve-Saint-Georges.

— Le 13 juillet dans l'île de Bougival.

(Que les groupes de la banlieue nous fassent savoir le jour et l'endroit de leur sortie.)

Prenez tous vos dispositions et amenez vos amis et sympathisants.

LA COMMISSION DES FÊTES

## GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Dimanche 13 juillet

## GRANDE FETE CHAMPETRE

au profit du « Libérateur »

dans l'île de Bougival

que tous les copains de la région parisienne retiennent cette date.



# TRIBUNE SYNDICALE

## Le Congrès de l'U. A. C. R. et le syndicalisme

Nos camarades Le Pen et Lente se sont accrochés dans cette tribune au sujet de la résolution sur le syndicalisme, adoptée au congrès de l'U. A. C. R.

Et ma foi ! Le Pen est très heureux que cette résolution fut admise à la quasi-unanimité, puisque deux groupes seulement se prononcèrent contre : le groupe de Bezons — qui compte quand même pour quelque chose dans l'U. A. C. R. — et le groupe de Saint-Henri.

Que l'ami Le Pen et ceux qui pensent comme lui se tranquillisent. La motion proposée et défendue par moi au nom du groupe de Bezons ne concernait simplement que les adhérents de l'U. A. C. R. h.

Quant aux anarchistes qui sont à l'extérieur de notre organisation, qu'ils aillent à « Lafayette », à la « Grange-aux-Belles » ou même rue « Bonaparte » cela les regarde, et nous n'avons rien à y voir. Quoi qu'il ne faille pas tenir compte de l'esprit mesquin animant certains militants. Personnellement je pense que sous peu il faudra tenir compte de notre position dans le mouvement anarchiste, car nous ne nous considérons nullement comme battus.

En effet, le congrès a seulement effleuré le problème syndical, et certains délégués m'ont même déclaré que l'on n'en avait pas discuté dans leurs groupes. Cela ne les a pourtant pas empêchés de se prononcer pour le « négro-blanc » adopté par haine (1) de la C. G. T. S. R.

Quand des camarades écrivent « sans rire » qu'ils ne sont pas obligés « d'encaisser » et qu'ils ne sont pas responsables de l'attitude contre-révolutionnaire de la C. G. T., je me demande ce que doivent penser les partisans de la « responsabilité collective » au sein de l'U. A. C. R. de cette drôle de position.

Autre argument : on déclare aussi très souvent : nous n'adhérons pas à la C. G. T. S. R. parce que nous voulons aller à la masse...

En effet, je connais un camarade parisien qui a quitté la C. G. T. S. R. pour la C. G. T. Lafayette, ou son ancien syndicat (C. G. T. T.) avait une soixantaine d'adhérents et dans sa nouvelle organisation il y en a trente, voyez la masse...

Mais non de dieu où est-elle donc cette masse ?

J'étais le 1<sup>er</sup> mai dernier à la Bourse du Travail et j'ai vu au maximum 500 adhérents au meeting de la C. G. T. et non pas 2.000 comme l'écrivent les menteurs du « PEUPLE ».

Pour une organisation qui parle de 80.000 adhérents dans la région parisienne on avouera que c'est un piètre résultat. Au meeting de la C. G. T. S. R. où il n'y a pas la masse... il y avait tout autant de monde.

Et pourtant les dirigeants confédérés de la Bourse du Travail ont tout fait pour qu'il n'y ait personne.

Autre chose : on déclare aussi que si la motion de Bezons avait été adoptée, c'était « l'élargissement » de la division au sein de l'U. A. C. R.

Mais voyons ! elle existe bien cette division sur le terrain syndical. En voici un exemple.

Voilà un bon camarade de l'U. A. C. R. adhérent à Lafayette, il vient dans ma région au nom de la C. G. T. RÉFORMISTE, faire une conférence sur les assurances sociales. Lui l'anarchiste, il nous démontre les avantages de cette « bonne loi ».

En vertu de la liberté je reconnais volontiers qu'il a entièrement le droit d'avoir cette position.

Mais en revanche je lui demande la réciprocité, j'appelle donc mon point de vue en démontrant avec d'autres arguments que cette loi n'est qu'une vaste escroquerie au même titre que les « retraites pour les morts » de 1910. Là-dessus mon camarade délégué de la C. G. T. et adhérent à l'U. A. C. R. s'emporte et déclare que je fais le jeu de la bourgeoisie et en particulier de Coty qui lui aussi est contre les assurances sociales. N'est-ce pas Le Pen ?

(1) Le mot dépasse certainement la pensée du camarade Le Pen, car nous ne pensons pas qu'un camarade anarchiste puisse « haïr » la C. G. T. S. R. (N. de la R.)

que ce sont de « beaux arguments », mais ma foi, comme je ne suis pas Tolstoïen, je lui rétorque que lui aussi fait le jeu de la bourgeoisie en faisant chorus avec Loucheur et Laval qui au Parlement ont demandé le vote rapide de cette loi.

Maintenant, voyez-vous compagnons qui n'avez pas « l'esprit mesquin » pas besoin de la motion de Bezons pour accentuer la division, elle existe sans elle. Et les auditeurs de cette réunion qui étaient des « types quelconques » sans partis, socialistes, ou communistes, moscovitaires disaient en sortant : voilà deux anarchistes de la même organisation qui n'ont vraiment pas l'air de s'entendre sur cette importante question du syndicalisme.

En voilà assez pour aujourd'hui, et en terminant je résume une fois de plus ma pensée.

Pour les compagnons de l'U. A. C. R. rien d'intéressant à faire ni à la C. G. T. ni à la C. G. T. U.

L'Unité dont les dirigeants de ces organisations ont « plein la gueule » ils n'en veulent pas. Ce n'est pour eux qu'un paravent qui sert à masquer leurs « sales cuisines » de collaboration avec les partis politiques et les gouvernements.

L'Unité possible entre les exploités, c'est l'unité sur le terrain du travail, au chantier, à l'usine et au bureau, là il y a vraiment quelque chose à faire, et je demande à mes camarades de la C. G. T. S. R. d'y porter tous leurs efforts.

Pierre LE MEILLOR.

## C. G. T. S. R.

### POUR LA PUBLICATION D'UN LIVRE INDISPENSABLE

La souscription ouverte pour la publication du livre de notre camarade Pierre Besnard « Les syndicats ouvriers et la révolution sociale », s'annonce bien.

De bons militants de toutes nuances ont souscrit, de même des organisations syndicales, c'est ainsi que le Syndicat général des Travailleurs du Bâtiment, du Bois et de l'Ameublement de Bruxelles, s'est inscrit pour 5 exemplaires. Le syndicat des Ardoisiers de Trelaz pour 3. Le S.U.B. de Lyon pour 10. C'est dire l'attrait que rencontre la publication d'un tel ouvrage.

Ainsi que nous l'avons précédemment indiqué nous commencerons le tirage dès les premiers 500 exemplaires souscrits.

Que ceux qui ne l'ont pas encore fait se hâtent de souscrire, afin que le tirage soit commencé au plus tôt.

## LA VOIX DE PROVINCE

(suite de la 3<sup>e</sup> page)

### TOULOUSE

Il dit aux premiers et les adjure à se méfier des « harlots » de la politique de tout acabit, qui ne cherchent qu'à profiter de tous les mouvements d'émancipation des exploités, ces quelques phrases produisent une bonne impression sur les camarades indochinois présents dans la salle.

Après lui, monte à la tribune un énergumène des jeunesse patriotes, cris, épithètes volent dans la salle. Celui-ci nous fait l'apologie du colonialisme, ce qui ne va d'ailleurs pas sans mal pour lui, enfin il peut terminer et Pérad lui donne la réplique.

Mais, oh ! quelle démagogie ou incompétence de sa part, quand il dit en belles envolées littéraires : « Le suffrage universel, la représentation parlementaire ne peuvent apporter aucun changement en bien dans le sort et l'émancipation des travailleurs. Quand il démontre clairement qu'à travers l'histoire aucun gouvernement, quel qu'il soit n'a cherché à disparaître de par lui-même, mais qu'il faut au contraire le ne tend qu'à consolider son autorité.

Mais alors, camarades communistes, vous mentez quand vous leur parlez de la période transitoire en Russie, et pourquoi les indus-trieux en erreur ?

Allons, camarades prolétaires, n'écoutez pas ces boniments, ces charlatans de la politique qui vous berment, qui ne vivent qu'à vos dépens, vous tiennent dans l'ignorance, mais avez confiance en vous-même et méitez cet axiome toujours d'actualité : « L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »

autres organisations il est fait une remise de 20 %.

4<sup>e</sup> La correspondance et les fonds doivent être adressés à Jean Girardin, librairie des Editions Sociales, 72, rue des Prairies. Chèque postal : Girardin 1191-98 Paris.

Nota : Nous recommandons à nos correspondants de toujours indiquer clairement le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur et, si possible, le nom de l'éditeur.

Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'un timbre pour la réponse.

Il ne sera pas donné suite aux commandes non couvertes de leur montant.

Indiquer sur le talon du chèque postal la destination de l'argent : Librairie, Libertaire, Solidarité, Union, etc...

Jésus ..... 12 »

Les Juifs de Jésus ..... 12 »

Paroles d'un combattant ..... 6 75

Pleureuses, poèmes ..... 7 50

Voici ce qu'on a fait de la Géorgie ..... 12 »

Russie ..... 12 »

Blasco Ibañez. — Alphonse XIII démasqué ..... 3 »

La Cité des futilités ..... 9 »

Contes espagnols d'amour et de mort ..... 12 »

Les Morts commandent ..... 12 »

Le pape de la mer ..... 12 »

Au pied de Vénus (Les Borgia) ..... 12 »

Les quatre fils d'Eve ..... 9 »

L'Intrus ..... 12 »

Bontemps (Ch.-Aug.). — L'œuvre de l'Homme ..... 12 »

### Pour la défense de nos camarades Pons et Blanco

Une leçon aux communistes de Toulouse : Samedi 7 courant, à 10 h. 30, la Bourse du Travail le meeting en faveur de la libération de nos deux camarades Espagnols Pons et Blanco, détenus à la prison de Montpellier et contre lesquels la chambre des mises en accusation vient de prononcer l'extradition.

L'Union Régionale des Syndicats confédérés, le Parti Socialiste, les Jeunes Socialistes, la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union des Proscrits Italiens, avaient répondu à notre invitation à participer à notre protestation et c'est devant un nombreux auditoire que les orateurs ont pris la parole. C'est d'abord Julien Forques, secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés qui fait le procès de Tardieu et de ses méthodes fascistes. Il attaque le principe d'autorité et proteste, contre l'incarcération arbitraire de nos amis.

Puis, pour le parti socialiste, et la Ligue des Droits de l'Homme, c'est Rabari qui lui succède et dans une vibrante et émouvante péroraison, il rétorque le passé de crimes des dictateurs et des religions. C'est Jean Huss, c'est Etienne Dolet, le Chevalier de la Barre, Gallié, la St-Barthélemy, les Camisards des Cévennes, les déportés de 48, les Communards, Sacco-Vanzetti et maintenant Pons et Blanco ! Non ! ce serait trop et la classe ouvrière saura défendre ses siens. Nous ne permettrons pas, dit Rabari, que ces crimes se perpétuent, nous saurons pour cela coordonner nos efforts.

Giacometti, au nom des proscrits italiens, retrace le douloureux calvaire de l'Italie qui pense et flagelle comme il sied le bourreau Mussolini. Il met en garde les ouvriers de ce pays, contre les dangers d'infiltration du fascisme chez nous, souligne que nos efforts soient couronnés par la délivrance de Pons et Blanco. Le délégué des Jeunes Socialistes s'associe aux paroles des orateurs qui l'ont précédé.

Le président, notre camarade Miranda, demande une nouvelle fois si d'autres orateurs désirent prendre la parole.

Deux autres bougres montent alors, cherchant intentionnellement à perturber la réunion, ce qui voyant, la parole leur est retirée et notre camarade Vailhau prend la tribune le dernier. Il fait un large exposé du processus du mouvement syndicaliste en Espagne de 1919-1924. Il nous parle de la réaction patronale, de la puissance des syndicats — l'organisation des « Somateurs », des « isoleros », des assassinats des militants, avec la complicité des pouvoirs constitués, la Loi de fuites faisant une hécatombe de nos camarades.

Puis, c'est la capture de Pons et de Blanco par la police, à la suite d'émotion, sous le fallacieux prétexte, pour le premier, de vol à main armée et, pour le deuxième, du meurtre d'un policier.

Les deux sont condamnés à perpétuité après trois ans de prévention, de 1923 à 1927. Transférés au bagne de Figueras, ils s'évadent trois ans après, en janvier 1930 et c'est en France, pays du droit d'asile, qu'ils viennent chercher un refuge, mais ils échouent lamentablement à Perpignan, dans les bras d'un commissaire de police zélé qui les incarcère.

Accusés de vagabondage, un non-lieu est prononcé et c'est à Montpellier qu'ils sont transférés parce que réclamés par l'Espagne. Réclamés pour délit de droit commun, alors qu'on ne peut en fournir aucune preuve et qu'il en existe de leur innocence, ces faits d'ailleurs s'étant passés en pleine période insurrectionnelle. En dépit de la loi du 10 mars 1927, article 5, la Chambre des mises en accusation a prononcé l'extradition.

Nos deux camarades, à la prison de Montpellier, font la grève de la faim et ce sont des hommes capables de la continuer jusqu'au bout, jusqu'à ce que justice soit rendue. Ils sont traités d'une façon spéciale, pire que des bêtes et, malgré leurs protestations on s'obstine à les alimenter en étant leur nourriture à travers les barreaux de leur cellule. Il est inconcevable que des hommes soient traités de la sorte.

Notre camarade Vailhau proteste, approuvé par tout l'auditoire qui s'engage à mener la campagne jusqu'au bout, jusqu'à la libération de nos deux amis.

Miranda lit alors l'ordre du jour, approuvé à l'unanimité de la salle, lorsque Messieurs les Communistes du personnel de Jean Georges, secrétaire de l'Union des Syndicats communistes, intervient et, en dépit de la chose convenue, demande la parole qui lui est refusée. Il proteste et s'adresse aux siens. On le prie de descendre de la tribune et devant son insistance il est quelque peu bousculé. Un de ses amis, croyant devoir le défendre, bondit, et c'est alors la bagarre, pendant laquelle Jean Georges et son séide sont houspillés de belle façon.

A noter que nos deux communistes fortement corrigés sur la tribune ne furent aucunement secourus par trente des leurs qui, au fond de la salle et dans le tumulte, discutaient sur les raisons de l'intervention de leurs amis... braves révolutionnaires ! Ils auraient laissé assommer nos camarades. La leçon, nous le croyons, servira.

En résumé, belle réunion, d'où nous pouvons augurer que la campagne continuera s'il est nécessaire, nos deux copains seront arrachés des griffes de leurs bourreaux.

A. T.

Nota. — Il a été fait 136 fr. 45 de collecte.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : MARCEL MONTAGUT.

Imprimerie spéciale du Libertaire

10-12, rue Paul-Elong Paris

# LA VIE DE L'UNION

Commission Administrative. — Réunion lundi 16 juin, à 20 h. 30, local habituel.

## PARIS-BANLIEUE

Fédération Parisienne (Comité d'initiative). — Samedi 14 juin à 20 h. 30, 72, rue des Prairies.

Groupes du 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>. — Réunion de tous les camarades le mercredi 18 juin, à 20 h. 30, salle Viciot, au 170, du Faubourg St-Antoine. Groupe d'achat en commun.

Groupe anarchiste des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrts. — Mardi 17 juin à 20 h. 30, 48, rue Duhesne, invitation aux sympathisants. Causerie de notre camarade Fremont sur le sujet : « Ou va la C.G.T.U ? Bibliothèque, revues, journaux, sont à la disposition des camarades. »

Groupe Régional d'Antony. — Réunion dimanche 15 juin à Antony, salle de la Cigogne, 72, avenue d'Orléans, à 10 h. 30. Que tous soient présents.

Groupe Régional de Bezons. — Réunion du groupe, le samedi 21 juin, à 20 h. 30, salle du Café de l'Abbaye, Grande-Rue, à Carrières. Une causerie sera faite par le camarade Le-nicellour, sur la guerre qui vient. Aurons-nous un nouveau manifeste des Seize ? Les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants sont cordialement invités.

Choisy-le-Roi. — Dimanche 22 juin à 10 h. du matin, salle « A tout va bien », 41, rue Auguste-Blanc, à Choisy, réunion de formation du groupe. Appel pressant est fait aux lecteurs du « Libertaire » habitant la région.

Groupe Libertaire de Montreuil-Vincennes. — Réunion le vendredi 12 juin, à 20 h. 30, 11, rue des Laitières. Nous rappelons aux camarades, qu'ils se doivent d'assister plus assidûment à nos réunions. Certains semblent se désintéresser depuis quelque temps. Nous voudrions savoir si nous sommes en mesure de compter sur leurs concours, pour intensifier notre propagande, et donner une plus grande vigueur à nos efforts, dans nos localités. Chose qui dépendra de notre activité, et de celle, que notre idéal inspire. Nous invitons également tous les sympathisants et lecteurs du « Libertaire ».

Groupe Libertaire de St-Denis. — Réunion vendredi 13 juin, à 20 h. 30 au local habituel. Présence indispensable de tous.

## PROVINCE

Brest. — On trouve le « Libertaire » chez Tréguier à la Maison du Peuple. Les copains désireux de s'abonner, se réabonner ou qui voudraient souscrire pour le « Libertaire » peuvent s'adresser à Tréguier, qui fera la nécessaire.

Groupes d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupe de Reims. — Je fais appel à tous les camarades anarchistes de toutes tendances et aux sympathisants pour qu'ils assistent à la réunion du groupe « Terre et Liberté » qui aura lieu le samedi 14 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au café de la Petite Poste, rue Gambetta. On trouve le « Libertaire » à la Flamme, 2, rue de la « Voix Libertaire », à chaque réunion du groupe à la librairie Chirac, rue Henri-IV, Reims. Raymond Gérard.

Groupe Anarchiste-Communiste de St-Etienne. — Les camarades qui désirent se faire inscrire au groupe peuvent le faire tous les jeudis soir. Un camarade de la Jeunesse syndicaliste sera à leur disposition, salle 20, Bourse du Travail.

Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Henri. — Les membres du groupe réunis en assemblée générale, le 30 mai ont décidé à l'unanimité et ceci dans l'intérêt de la propagande anarchiste, de laisser sans réponse les critiques faites par le groupe édictique de Marseille, parues dans la « Voix Libertaire » à l'encontre du groupe anarchiste de Saint-Henri.

L'action de propagande méthodique et suivie faite depuis plus de 30 années par certains camarades de Saint-Henri, membres du groupe, et par le groupe depuis plus de 10 années de sa constitution, prouve assez que ceux-ci, quoique n'ayant pas un genre spécial, ne sont pas à la recherche de médailles ou de décorations quelconques.

Les membres du groupe n'étant pas des supérieurs de l'intelligence agissant en toute sincérité et sans aucune vanité, l'action de cette propagande a pu être appréciée largement par le plus grand nombre de camarades militants, confédérés et autres de l'idéal anarchiste et a pu profondément pénétrer et s'affirmer auprès

de la population des trois quartiers populaires de Saint-Henri.

Ceci est une garantie, une satisfaction de l'action de propagande du groupe, de chaque instant, pour la cause de l'idéal anarchiste.

Par la même occasion, le groupe anarchiste communiste de Saint-Henri tient à rappeler une deuxième fois, afin d'éviter toute confusion, qu'il est contre les groupements édictiques et tout un garde les camarades anarchistes communistes révolutionnaires les sympathisants unifiés de certaines individualités, se réclamant de l'anarchisme et qui, par leurs agissements, déforment la doctrine anarchiste.

Pour le groupe, le secrétaire, P. Cousinier.

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le groupe se réunit tous les samedis, au siège, 43, rue St-Charles. Samedi 14 juin, étude des moyens de propagande pour l'hiver 1930. Que tous les camarades soient présents.

Groupe d'achats en commun. — Répartition des denrées tous les dimanches matin au siège. Librairie. Vente des livres, brochures, Libertaire, tous les dimanches matin à la Librairie volante qui se tient boulevard de Strasbourg, angle rue Saint-Bernard.

## POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

Souscription du 21 mai au 14 juin

Favereux, 5; Cheron, 5; Benet, 10; Michel, 5; Borinot, 3;50; Demeure, 5; H. Jacob, 10; Crespaud, 10; Naddad, 10; Bruno, 5; Le Bot, 10; Grandillet, 5; Cornelle, 4; Le Pen, 10; Groupes 10-19 et 20, 10; un vieux Rémois, 5; Bruny, 10; Moreau, 10; Charbonneau, 5; E. 1; veron, 5; Dittot, 2; Durand, 2; Enjaume, 2; Pelé, 1; Bourgeois, 2; Leone, 4; Un Camarade, 5; Le Henaut, 5; Le Malleo, 5; Durol, 2; X..., 1;30; Groupe du 11 et 12, 25; Farcy, 5; Valérie Blin, 5; Lashores, 10; Allusse, 22;50; Mazerat, 10; Ay, 10; A.O.S.B. versement juin, 10; L. E. versement, 100; Dabry, 5; E. 1; 10; Brixoux, 1; Charbonneau, 10; Guilly, 20; Soyeux, 5; Gras, 10; Mero, 5; Un copain, 30; Barrat, 5; Bidel, 15; Groupe de Toulouse, 10; Charles, 5; Bizeau, 5; Nicolas François, 5; Durand, 10; Said Mahomed, 20; Gonjolis, 10; Gado, 5; Martines, 5; Troulevre, 5; Zennag, 5; Sapin, 1; Fernandez, 5; Oriol, 3; Kiki, 3; Pelanna, 3; Brunet, 5; Martinez, 5; Cortial, 2; Duquenez, 5; Meurant, 5; Cuena, 10; A.B., 5; Lohnaul, 4; Michel, 2; G.B., versé par Lente, 100; Le Gern, 10; Malher, 10; Zisly, 10; Martinez, 5; Langlois, 30; Henriette, 5; Le Guern, 5; Amédé, 5; Léo, 3; Leroy, 10; Bepny, 10; les 4 Bulgares, 28; Viagi, 5; Jeanette, 2;50; les 4 copains de Marseille, 20; Fournier, versé par Lente, 43; Roux, 5; Sandroz, 10; Keriel, 10; Collette de Garches, 120; Berthon, 3; Pas de nom, 4;50; Gonda, 5; Cotat, 5; Soyeux, 5; Guérineau, 5; Haussard, 10; Filliol, 4; Vissire, 8; Brixoux, 1; Davico, 10; Foad, 5; Guillon, 10; L.E. Delaune, 15; Quadri, 3; Riou, 10. — Total : 1.433 fr. 90.

## Communications Diverses

Groupe Espérantiste ouvrier. — Lundi 16 juin, 20 h. 30, Bourse du Travail (annexe), 20, rue du Bouloi.

Parola de de k-do Barthelme.

Libre Pensée-Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle, samedi 14 juin, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (métro : Crimée).

Université Populaire de Montreuil-Fontaine. — Une bibliothèque vient d'être constituée, elle assurera un service de prêt gratuit de livres à tous ceux que la littérature éducative intéresse.

Une permanence sera assurée tous les dimanches de 10 h. à midi, 11, rue des Laitières, Vincennes.

### SOUSCRIPTION MACKNO

Paul Faure à Montréal, 37 75; Groupe E. Reclus de Narbonne, versé par Rastoul, 12 francs; Grandjean à Fécamp, 10; E. Dupré, 10; Mazeyrat Léger, 5; J.-B. Davico, 5; Dominique Bodini, 10; Dugné Rémy, 20; J. Tortosa, 90;30; Naddad, 5; Groupe E. Reclus, de Narbonne, versé par Rastoul, 15; Evain, 10; Duval, 10; Yaur, 10; Monclin, 10; René, 10; Crouzon, 10; quelques abonnés de Saint-Henri 10.

Total de la présente liste : 220 65.

En caisse ce jour : 230 65 + 700 25 (avoir au 1<sup>er</sup> mai), soit 930 90. Reste à Mackno 500. Reste donc au 1<sup>er</sup> juin : 930 90 — 500, soit 430 90.

## Anarchistes Syndicalistes Révolutionnaires

Avez-vous pensé à soutenir LE LIBERTAIRE ? Il ne vit que par vous et pour vous.

Récits de l'Infini .....	5	1
Rêves étoilés .....	7	75
Stella .....	12	»
Uranie .....	9	»
Astronomie populaire, broché .....	50	»
— — — relié .....	80	»
Copernic et le système du monde .....	1	»
Qu'est-ce que le ciel .....	1	»
S. Faure. — L'impiété religieuse .....	12	»
Flaubert. — Madame Bovary .....	12	»
Faure Elie. — Les constructeurs .....	30	»
France Anatole. — Les sept femmes .....	9	»
L'anneau d'Améthyste .....	9	»
Ferrero G. — Entre les deux mondes .....	12	»
La ruine de la cité antique .....	12	»
Finot Jean. — La philosophie de la non-géométrie .....	40	50
Gohier Hurbain. — L'Armée contre la Nation .....	12	»
Les prolétaires et la Congrégation .....	12	»
A bas la caserne .....	12	»
Le peuple au XX <sup>e</sup> siècle .....	12	»
Gorki Maxime. — Le patron .....	7	»
Gide Charles. — Les colonies communistes et coopératives .....	10	»
Glaeser. — Classe 22 .....	15	»
Gorki Maxime. — Les cafards .....	12	»
Ma vie d'enfant .....	12	»
Lénine et le paysan russe .....	7	50
Dans la steppe .....	12	»
Wania .....	12	»
Cain et Arsemé .....	12	»
En prison .....	12	»
La mère .....	12	»
Holes d'été .....	12	»
Esclaves .....	12	»
Une confession .....	12	»
L'espion .....	12	»
Dans le peuple .....	12	»
Gauduchau (Docteur). — Contre un héau .....	5	75
Grave Jean. — Le mouvement libertaire .....	12	»
Réformes et Révolution .....	12	»
Les Paul. — La guerre économique .....	12	»
Histoire économique .....	12	»
Les étapes du socialisme .....	12	»
Le souvenir du socialisme .....	12	»
Latzko. — Les hommes accablés .....	12	»
Lombot. — Les théories anarchistes .....	14	»
Liard-Courtois. — Souvenirs du bagne .....	12	»
Après le bagne .....	12	»